

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**AUTORITE DE REGULATION DES  
MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**PROJET DE CONSTRUCTION DE  
LOGEMENTS SOCIAUX ET DE LUTTE  
CONTRE LES INONDATIONS ET LES  
BIDONVILLES  
(PCLSLIB)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE  
DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE  
DE LA GESTION 2009**

**RAPPORT FINAL**

(mars 2011)

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

*12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221 ) 33 821 41 72 Fax (221 )33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn*

---

Dakar, le 29 mars 2011

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi (administratif, financier et technique) et de contrôle des marchés conclus par le Projet de Construction de Logements Sociaux et de Lutte contre les Inondations et les Bidonvilles pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2009.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics et ses textes d'application afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par le Projet de Construction de Logements Sociaux et de Lutte contre les Inondations et les Bidonvilles avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière des marchés est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après. Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci - après:

## **1. Réserves**

- a) des entreprises en collusion avérée sont consultées par le PCLSLIB et les factures pro - forma produites en réponse aux dites consultations sont, au regard d'un faisceau d'indices concordants, préparées par la même source ou des sources liées sur plusieurs papiers à entêtes différentes. Ces factures sont présentées de la même façon, les mêmes caractères sont parfois utilisés, les mêmes fautes commises, le même numéro de NINEA utilisé par des entreprises aux dénominations sociales différentes (SIMPEX SARL et 3S SENEGAL SALUBRITE SELLAL d'une part, TECHNIA et EXMAN d'autre part).

Les anomalies notées laissent présager le caractère frauduleux des supposées procédures de Demandes de Renseignement et de Prix qui ne sont organisées que pour donner les atours de la régularité à une procédure tronquée.

Sous ce rapport, il faut souligner que sur la DRP N° 8 relative au renouvellement de la buse d'évacuation des eaux de ruissellement du parc de Hann, des soumissionnaires bien au fait des procédures de passation des marchés ont fait à dessein des offres financières dont les montants dépassent les seuils de passation des marchés par Appel d'Offres d'où leur élimination au profit du candidat pressenti ;

- b) plusieurs marchés attribués sont de montants qui avoisinent les seuils de passation des marchés par appel d'offres (exemple du marché dit de travaux de désherbage de 24 998 451 F CFA attribué à CATS alors qu'il s'agit de services et qu'à ce titre aurait dû donner lieu à l'organisation d'un appel d'offres, du marché de désencombrement des bassins de Bagdad et Médina Gounass attribué au GIE Services Plus pour 18 585 000 F CFA après une procédure de DRP alors qu'il fallait un Appel d'Offres ou du marché de prestations intellectuelles attribué à SENES pour un montant de 24 408 800 F CFA, après une consultation simulée pour la réalisation d'une étude d'identification des points bas et d'élaboration d'un plan de gestion des inondations dans la commune de Dagana...).

Au regard du caractère répétitif de ces marchés, il y a une forte présomption que le PCLSLIB abuse de la procédure de DRP par un fractionnement des marchés afin de se soustraire à la rigueur et à la transparence de la procédure d'appel d'offres.

Sous ce rapport, il convient de noter la récurrence des opérations d'assainissement du bassin de rétention de la zone de captage qui ont coûté au total 42 598 000 F CFA TTC exécutées après la conclusion de deux marchés de montants respectifs 17 818 000 F CFA TTC et 24 780 000 F CFA TTC.

Ce dernier marché conclu pour trois mois de prestations a été intégralement payé au bout de deux mois calendaires de travail sur la base d'un procès verbal de réception attestant que le service a été intégralement effectué. Il en a résulté un paiement indu d'un mois de prestations estimé à 8 260 000 F CFA.

Le même procédé décrit ci – avant a été utilisé pour les travaux de nettoyage et de désencombrement des bassins de Wakhinane, Nimzatt, Nietty Mbar et de

gestion des sites pendant trois mois confiés à AMAC SERVICE pour 24 190 000 F CFA . Ce marché a été intégralement payé au prestataire au bout de 23 jours sur la base d'un procès verbal de réception attestant que tous les travaux ont été exécutés conformément aux règles de l'art. Le paiement indu qui en a résulté est estimé à 18 008 111 F CFA.

Au regard des anomalies qui précèdent, il y a une incertitude sur l'exécution physique conforme des marchés de nettoyage des bassins de rétention vu que les paiements sont effectués pour couvrir des prestations non exécutées sur la période contractuelle.

- c) des commandes fractionnées de produits phytosanitaires ont été passées au moyen de deux DRP de montants respectifs 12 000 000 F CFA et 14 600 000 F CFA plutôt que d'être regroupées pour donner lieu au lancement d'un appel d'offres. Notons que ces commandes portent sur des produits phytosanitaires spécifiques dont l'utilisation est susceptible de porter atteinte à l'environnement. Ces produits qui sont, par ailleurs, soumis à une réglementation rigoureuse sont appelés auprès de sociétés non spécialisées en la matière et pas toujours au fait des bonnes pratiques de manipulation et de stockage de ces produits dangereux;
- d) des précomptes de TVA sont opérés sur les factures des fournisseurs et aucune justification du reversement de cette TVA à l'administration fiscale ne nous a été fournie. De surcroît, ces attestations de précompte sont délivrées à certains fournisseurs qui ne mentionnent pas de NINEA sur leurs factures (GIE SERVICE PLUS) et ne sont par conséquent pas habilités à facturer ladite TVA. Par ailleurs, à une exception près, aucun des contrats revus n'est soumis à la formalité de l'enregistrement aux services des impôts et domaines;
- e) les conditions d'accès à la commande publique (article 44 du CMP) notamment la production des pièces administratives, tout comme, pour les marchés de BTP et d'assainissement, l'attestation de classification et de classement des entreprises, entrepreneurs et artisans de bâtiments et de travaux publics ne sont pas exigées des soumissionnaires répondant aux appels à la concurrence ;
- f) des avances forfaitaires anormalement élevées et non couvertes par des garanties de restitution d'avances sont systématiquement payées aux prestataires en violation des dispositions de l'article 91 du code des marchés publics (exemple du paiement de 196 398 305 F CFA au profit du prestataire chargé de l'élaboration du SIG appliqué à la cartographie des zones inondées et inondables) ; s'y ajoute le fait que les imputations progressives de l'avance sur les décomptes ne sont pas non plus toujours effectuées.

## **2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de notre mission**

- a) le rapport annuel de la Commission des Marchés (article 141 du NCMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé par le PCLSLIB ;
- b) les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP ;
- c) les procès verbaux de réception des travaux, établis à des dates antérieures aux dates prévues de fin des travaux de nettoyage et attestant que lesdits travaux ont été exécutés dans les règles de l'art quand bien même l'exécution n'est pas conforme aux dispositions contractuelles, font peser une incertitude sur la réalité desdites opérations; de surcroît, la tendance à organiser des consultations avec des entreprises dont les offres présentent de nombreuses similitudes fait peser une incertitude sur la fiabilité d'ensemble des opérations de passation des marchés du PCSLIB.

Au regard des nombreuses anomalies constatées sur les marchés revus, notre avis est que, les procédures de passation et d'exécution des marchés ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

	<b>SOMMAIRE</b>	<b>Pages</b>
	Lexique des abréviations et sigles	7
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	8
1.1	Tableaux de synthèse des non conformités et des recommandations	9
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière	13
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique	17
1.4	Tableau de synthèse des Violations du CMP par marché	19
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	29
2.1	Contexte de l'intervention	29
2.2	Objectifs de la mission	30
2.2.1	Objectifs généraux	30
2.2.2	Objectifs spécifiques	30
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	31
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	33
3	Approche méthodologique	36
3.1	Phase 1 - Revue approfondie des textes de référence	36
3.2	Phase 2 - Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	37
3.3	Phase 3 - Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	38
3.3.1	Module 1 - Audit de la préparation des marchés	39
3.3.2	Module 2 - Audit de la gestion de l'attribution	40
3.3.3	Module 3 - Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	41
4	Résultats des travaux	43
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	43
4.1.1	Commission des marchés	43
4.1.2	Cellule de passation des marchés	43
4.1.3	Charte d'éthique et de transparence en matière de passation des marchés publics	44
4.1.4	Plan de passation des marchés	44
4.1.5	Avis général de la passation des marchés	44
4.1.6	Rappel des seuils applicables au PCLSLIB	44
4.2	Examen des marchés	45
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	45
4.2.2	Marchés conclus par Demandes de Proposition	47
4.2.3	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	50

## **Liste des abréviations et sigles**

ANO	Avis de Non Objection
AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAGE	Direction de l'Administration Générale de l'Equipeement
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DASP	Direction d'Appui au Secteur Privé
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PCLSLIB	Projet de Construction de Logements Sociaux et de Lutte contre les Inondations et les Bidonvilles
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## **SECTION 1**

### **SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS**



## **1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES**

## 1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

### SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

- des entreprises en collusion sont consultées par le PCLSLIB et les factures pro - forma produites en réponse aux dites consultations sont, au regard d'un faisceau d'indices concordants, préparées par la même source ou des sources liées sur plusieurs papiers à entêtes différentes. Ces factures sont présentées de la même façon, les mêmes caractères sont parfois utilisés, les mêmes fautes commises, le même numéro de NINEA utilisé par des entreprises aux dénominations sociales différentes (SIMPEX SARL et 3S SENEGAL SALUBRITE SELLAL d'une part, TECHNIA et EXMAN d'autre part). Les anomalies notées laissent présager le caractère frauduleux des supposées procédures de Demandes de Renseignement et de Prix qui ne sont organisées que pour habiller un processus de fraude institué en système de gestion des marchés publics. Sous ce rapport, il faut souligner que sur certaines DRP, des fournisseurs bien au fait des procédures de passation des marchés font à dessein des offres financières dont les montants dépassent les seuils de passation des marchés par Appel d'Offres pour s'auto – éliminer au profit du candidat pressenti ;
- plusieurs marchés attribués sont de montants qui avoisinent les seuils de passation des marchés par appel d'offres (exemple du marché de travaux de désherbage de 24 998 451 attribué à CATS ou du marché de prestations intellectuelles attribué à SENES pour un montant de 24 408 800 F CFA, après une consultation simulée pour la réalisation d'une étude d'identification des points bas et d'élaboration d'un plan de gestion des inondations dans la commune de Dagana...). Au regard du caractère répétitif de ces marchés, il y a une forte présomption que le PCLSLIB abuse de la procédure de DRP par un fractionnement délibéré des marchés afin de se soustraire à la rigueur et à la transparence de la procédure d'appel d'offres. Sous ce rapport il faut noter la récurrence des opérations d'assainissement du bassin de rétention de la zone de captage qui ont coûté au total 42 598 000 F CFA TTC exécutées après la conclusion de deux marchés de montants respectifs 17 818 000 F CFA TTC et 24 780 000 F CFA TTC. Ce dernier marché conclu pour trois mois de prestations a été intégralement payé au bout de deux mois calendaires de travail sur la base d'un procès verbal de réception attestant que le service a été intégralement effectué (paiement indu d'un mois de prestations estimé à 8 260 000 F CFA au profit de C N NDIOR). Le même procédé a été utilisé pour les travaux de nettoyage et de désencombrement des bassins de Wakhinane, Nimzatt, Nietty Mbar et de gestion des sites pendant trois mois confiés à AMAC SERVICE pour 24 190 000 F CFA et intégralement payés au prestataire au bout de 23 jours sur la base d'un procès verbal de réception attestant que tous les travaux ont été exécutés conformément aux règles de l'art (paiement indu estimé à 18 008 111 F CFA) ;
- des commandes fractionnées de produits phytosanitaires ont été passées au moyen de deux DRP de montants respectifs 12 000 000 F CFA et 14 600 000 F CFA plutôt que d'être regroupées pour donner lieu au lancement d'un appel d'offres. Notons que ces

commandes portent sur des produits phytosanitaires spécifiques dont l'utilisation est susceptible de porter atteinte à l'environnement. Ces produits qui sont, par ailleurs, soumis à une réglementation rigoureuse sont appelés auprès de sociétés pas toujours au fait des bonnes pratiques de manipulation et de stockage ;

- des précomptes de TVA sont opérés sur les factures des fournisseurs et aucune justification du reversement de cette TVA à l'administration fiscale ne nous a été fournie. De surcroît ces attestations de précompte sont délivrées à certains fournisseurs qui ne disposent par ailleurs pas de NINEA (GIE SERVICE PLUS) et ne sont par conséquent pas habilités à facturer ladite TVA. Par ailleurs, à une exception près, aucun des contrats revus n'est soumis à la formalité de l'enregistrement ;
- les conditions d'accès à la commande publique (article 44 du CMP) notamment la production des pièces administratives, tout comme l'attestation de classification et de classement des entreprises, entrepreneurs et artisans de bâtiments et de travaux publics ne sont pas exigés des soumissionnaires répondant aux appels à la concurrence ;
- un marché de régularisation a été passé en violation des dispositions de l'article 44 du COA (le procès verbal de réception établi le 23 août 2009 est antérieur au contrat relatif aux travaux de renouvellement de la buse d'évacuation des eaux de ruissellement du Parc de Hann qui a été signé avec la GEAUR le 28 août 2009). Lesdits travaux ont été attribués au terme d'une DRP simulée qui a vu tous les autres soumissionnaires coter bien au-delà du seuil de passation des marchés par appel d'offres ;
- des avances forfaitaires anormalement élevées et non couvertes par des garanties de restitution d'avances sont systématiquement payées aux prestataires en violation des dispositions de l'article 91 du code des marchés publics (exemple du paiement de 196 398 305 F CFA au profit du prestataire chargé de l'élaboration du Système d'Information Géographique appliqué à la cartographie des zones inondées et inondables) ; s'y ajoute le fait que les imputations progressives de l'avance sur les décomptes ne sont pas non plus toujours effectuées ;
- les critères et sous – critères d'évaluation de la Demande de Manifestation d'Intérêt portant sur le Système d'Information Géographique appliqué à la cartographie de zones inondées et inondables de la région de Dakar ne sont pas précisés dans la DMI pas plus que le barème applicables ;
- les lettres d'informations aux soumissionnaires non retenus ne sont pas établies pas plus que les procès verbaux d'ouverture ne sont transmis aux soumissionnaires ;
- les délais d'exécution des contrats ne sont pas toujours précisés de même que les conditions de paiement ;
- A une exception près, les marchés que nous avons revus ne sont pas enregistrés.

## SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

- Le PCLSLIB doit se conformer aux dispositions des articles 43, 45 et 46 sur les conditions d'accès à la commande publique et réclamer aux soumissionnaires la production des pièces administratives. Ces délais de régularisation, lorsqu'ils sont accordés aux soumissionnaires doivent être précisés dans le procès verbal d'ouverture des plis. Les compléments de dossiers administratifs produits doivent aussi être mentionnés dans le procès verbal d'attribution ;
- Veiller à une mise en œuvre rigoureuse des procédures de DRP en veillant sur la transparence des opérations, le traitement équitable des soumissionnaires ;
- Eviter le fractionnement des opérations d'achat en regroupant les transactions homogènes et passer les appels d'offres ;
- Veiller à la sincérité des informations consignées dans les procès verbaux de réception qui doivent traduire fidèlement les opérations effectivement réalisées sur le terrain ;
- Veiller à ne pas exécuter des travaux préalablement à la conclusion des contrats ;
- Veiller à n'effectuer le paiement des avances que contre remise d'une garantie de restitution d'avance en bonne et due forme.

## **1.2 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

## SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

- Les paiements effectués au profit de l'attributaire du marché portant sur l'élaboration d'un SIG appliqué à la cartographie des zones inondées et inondables de la région de Dakar (Groupement G A I. s a et IGN FI) n'ont pas été effectués conformément à l'échéancier de règlement.

Les factures d'avance de démarrage (90 000 000 TTC soient 76 271 186 F CFA HT) et du premier décompte (141 750 000 F CFA TTC soient 120 127 119 F CFA HT) ont été établies le même jour 28 août 2009 (on y a apposé au dateur des dates différentes : 26 août et 1<sup>er</sup> septembre 2009). Elles ont été payées par un chèque global de 196 398 305 F CFA par chèque BHS N°1281912 du 1<sup>er</sup> septembre 2009. Le premier décompte a été établi pour 42 % alors que le marché prévoit un décompte à 40 % d'exécution correspondant à la remise des prises de vue aériennes.

Le deuxième décompte a été établi à 77 % d'exécution des travaux et non à 80 %. Ce faisant, l'avance de démarrage n'a pas pu être intégralement retenue ; il s'agit à l'évidence d'une manœuvre qui a eu pour effet de laisser entre les mains du prestataire, un montant de 6 971 186 F CFA qui ne sera récupéré que sur le décompte final. Le dossier de passation ne comprend pas les attestations de service fait ou certificats administratifs dûment visés par les personnes habilitées à autoriser les paiements.

- Une avance forfaitaire de 50 % a été facturée et payée le 28 août 2009 par chèque BHS N° 1281906 d'un montant de 10 227 080 F CFA HT sans que l'attributaire du marché portant renouvellement partiel de la buse d'évacuation des eaux de ruissellement du Parc de Hann n'ait déposé de garantie de restitution d'avance (violation de l'article 91 du CMP); de surcroit, le taux de 50 % d'avance est nettement au dessus des 20 % admis par le CPM. S'y ajoute qu'un surplus de 840 875 F CFA a été payé au fournisseur sur sa deuxième facture pour solde (paiement de 11 067 955 F CFA HT par chèque BHS N° 1362608 du 6 septembre 2009) ;
- Des paiements indus ont été effectués au profit des attributaires des marchés portants d'une part sur la désinfection du bassin de la Zone de Captage (C N NDIOR pour 24 780 000 F CFA) et, d'autre part, sur le nettoyage et le désencombrement des bassins de Wakhinane ,Nimzatt, Nietty Mbar (AMAC SERVICE pour 24 190 000 F CFA). Ces marchés conclus pour trois mois de prestations ont été respectivement et intégralement payés au bout de deux mois calendaires de travail et Vingt trois jours sur la base de procès verbaux de réception attestant que les travaux ont été intégralement effectués. Il s'ensuit un paiement indu d'un mois de prestations estimé à 8 260 000 F CFA au profit de C N NDIOR et à 18 008 111 F CFA au profit de AMAC SERVICE ;

- des précomptes de TVA sont opérés sur les factures des fournisseurs et aucune justification du reversement de cette TVA à l'administration fiscale ne nous a été fournie. Sous ce rapport, il convient de souligner que des attestations de précompte sont délivrées à certains fournisseurs qui ne disposent pas de NINEA (GIE SERVICE PLUS) et ne sont par conséquent pas habilités à facturer ladite TVA.
- à une exception près, aucun des contrats revus n'a été soumis à la formalité de l'enregistrement ;
- des avances forfaitaires anormalement élevées et non couvertes par des garanties de restitution d'avances sont systématiquement payées aux prestataires en violation des dispositions de l'article 91 du code des marchés publics (exemple du paiement de 196 398 305 F CFA au profit du prestataire chargé de l'élaboration du Système d'Information Géographique appliqué à la cartographie des zones inondées et inondables) ;
- les imputations progressives des avances sur les décomptes ne sont pas toujours effectuées.

## **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

- Une garantie de restitution d'avance doit être exigée aux fournisseurs avant paiement de ladite avance dont le montant doit être conforme aux taux définis par l'article 91 du CMP ;
- L'établissement des décomptes doit être en phase avec le niveau d'exécution des travaux ou prestations ;
- Les contrats doivent faire l'objet d'enregistrement au niveau de la Direction des Impôts et Domaines
- Les précomptes de TVA doivent faire l'objet de déclaration et de paiement à l'administration fiscale ;



### **1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

### **SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

- Des procès verbaux de réception des travaux sont établis à des dates antérieures aux dates prévues de fin des travaux et attestent que lesdits travaux ont été exécutés dans les règles de l'art quand bien même l'exécution n'est pas conforme aux dispositions contractuelles. Ces faux en écritures font peser une incertitude sur la réalité des opérations pour lesquelles il n'y a pas de preuve matérielle de leur réalisation;
- Les contrôles de matérialité d'un échantillon de travaux ont été effectués, qui feront l'objet d'un rapport séparé.

### **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

- Ne retracer dans les procès verbaux de réception que les informations objectivement vérifiées

#### **1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

## TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	DP N° 1
Nature	ELABORATION D'UN SYSTEME D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE APPLIQUE A LA CARTOGRAPHIE DES ZONES INONDEES ET INONDABLES DE LA REGION DE DAKAR (PIKINE & GUEDEAWAYE)
Attributaires	Groupeement G A L s et IGN FI
Montants en F CFA TTC	450 000 000
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	✓
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	✓
Violation des dispositions relatives à l'article 12 du NCMP portant sur les conditions d'exécution des marchés	✓
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	✓
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	✓
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP	✓
Violation des dispositions de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires au regard de la transmission des procès verbaux d'ouverture et de la notification du rejet de leurs offres	✓
Violation des dispositions relatives à l'article 85 du NCMP portant sur la publicité de l'attribution et information des candidats	✓
Non respect des modalités de règlements contractuels ou modalités non conformes au NCMP en violation des articles 91,92 et 93 du NCMP	✓
Violation de l'article 112 NCMP sur les garanties de bonne exécution	✓

<b>Description</b>	<b>DRP N° 01</b>	<b>DRP N° 02</b>	<b>DRP N° 03</b>
<b>Nature</b>	TRAVAUX DE DESHERBAGE DE NETTOIEMENT ET DE TRANSPORT DES ORDURES A KEUR MASSAR DANS LE CADRE DU PLAN JAXAAY	TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT EN FACE DE LA MAIRIE DE LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE MEDINA GOUNASS	TRAVAUX DE NETTOIEMENT ET DE DESENCOMBREMENT DES BASSINS DE BAGDAD ET DE MEDINA GOUNASS
<b>Attributaires</b>	<b>CATS</b>	<b>ECOBAT</b>	<b>GIE SERVICE PLUS</b>
<b>Montants en F CFA TTC</b>	<b>24 998 451</b>	<b>12 744 000</b>	<b>18 585 000</b>
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA		✓	✓
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	✓	✓	✓
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	✓	✓	✓
Convocations des membres de la Commission des Marchés non versées aux dossiers de passation en violation de l'article 39 du NCMP			
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	✓	✓	✓
Non respect de l'article 44 du code des obligations de l'administration relatif à l'approbation de contrats déjà exécutés pour entériner la régularisation		✓	
Violation des dispositions de l'article 45 du NCMP sur la production de l'attestation de qualification et de classement prévu par le décret		✓	
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP		✓	

Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	✓	✓	✓
Non respect des modalités de règlements contractuels ou modalités non conformes au NCMP en violation des articles 91,92 et 93 du NCMP	✓		

<b>Description</b>	<b>DRP N° 04</b>	<b>DRP N° 05</b>	<b>DRP N° 06</b>
<b>Nature</b>	TRAVAUX DE DESINFECTION, DE DESINSECTISATION, DE DESODORISATION ET DE SUIVI PHYTOSANITAIRE DU BASSIN DE LA ZONE DE CAPTAGE	TRAVAUX DE REALISATION DE FOSSES DRAINANTES, D'UN MINI BASSIN DE CAPTAGE DES EAUX DE RUISSELEMENT DE L'EXUTOIRE DU CANAL DU CICES	TRAVAUX DE CURAGE CANIVAUX PHILIPPE MAGUILENE SENGHOR DISPOSITIF HYDRAULIQUE NGOR VIRAGE YOFF RANRHAN
<b>Attributaires</b>	<b>COUMBA NDOFFENE NDIOR</b>	<b>GIE SERVICE PLUS</b>	<b>COMPAGNIE DE COMMERCE ET DE SERVICES "CCS"</b>
<b>Montants en F CFA TTC</b>	<b>24 780 000</b>	<b>21 543 850</b>	<b>20 061 770</b>
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	✓		
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	✓	✓	✓
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	✓	✓	✓
Violation des dispositions relatives à l'article 14 du NCMP portant sur la durée des marchés	✓		
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	✓	✓	✓
Non respect des taux indiqués par le CMP pour les avances sur prestations en violation de l'article 92 du NCMP	✓	✓	✓
Violation de l'article 138-a NCMP sur le contrôle a priori des marchés fractionnés	✓		

<b>Description</b>	<b>DRP N° 07</b>	<b>DRP N° 08</b>	<b>DRP N° 09</b>
<b>Nature</b>	TRAVAUX DE TRANCHEE ET DE GESTION DES EAUX DE RUISSELLEMENT DE LA CITE JAXAAY	TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT PARTIEL DE LA BUSE D'EVACUATION DES EAUX DE RUISSELLEMENT DU PARC DE HANN	TRAVAUX DE NETTOYAGE ET DE CURAGE DES ALENTOURS DE LA STATION DU BASSIN DE RETENTION DE LA ZONE DE CAPTAGE
<b>Attributaires</b>	<b>3S SENEGAL SALUBRITE SELLAL</b>	<b>GEAUR</b>	<b>SUPER ASTRE</b>
<b>Montants en F CFA TTC</b>	<b>22 266 600</b>	<b>24 135 909</b>	<b>17 818 000</b>
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	✓	✓	✓
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	✓	✓	✓
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	✓	✓	
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	✓	✓	✓
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	✓	✓	✓
Non respect des modalités de règlements contractuels ou modalités non conformes au NCMP en violation des articles 91,92 et 93 du NCMP	✓	✓	



<b>Description</b>	<b>DRP N° 10</b>	<b>DRP N° 11</b>	<b>DRP N° 12</b>
<b>Nature</b>	TRAVAUX DE REALISATION DE TRANCHEE, DE TERRASSEMENT ET DE POMPAGE DES POINTS BAS A DAGANA	TRAVAUX DE NETTOIEMENT ET DE DESENCOMBREMENT DES BASSINS DE WAKHINANE NIMZATT, DE NIETTY MBAR ET GESTION DES SITES	TRAVAUX D'EVACUATION DES EAUX AU NIVEAU DE WAKHINANE NIMZATT ENTRE LE LAC WOUROUWAYE ET LE LAC THIOUROUT ENSUITE DU LAC WOUROUWAYE VERS LA MER
<b>Attributaires</b>	<b>ENTREPRISE DAROSA</b>	<b>AMAC SERVICE</b>	<b>BABACAR DIOP TRANSPORT ET TRAVAUX PUBLICS</b>
<b>Montants en F CFA TTC</b>	<b>18 174 360</b>	<b>24 190 000</b>	<b>24 265 000</b>
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	✓	✓	✓
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	✓	✓	✓
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	✓	✓	
Violation des dispositions relatives à l'article 14 du NCMP portant sur la durée des marchés		✓	
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	✓	✓	✓
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	✓	✓	
Non respect des modalités de règlements contractuels ou modalités non conformes au NCMP en violation des articles 91,92 et 93 du NCMP	✓		✓

<b>Description</b>	<b>DRP N° 13</b>	<b>DRP N° 14</b>	<b>DRP N° 15</b>
<b>Nature</b>	TRAVAUX DE REALISATION D'UN MUR DE CLOTURE ET DE REPRISE DE GROS ŒUVRES DE BATIMENTS EXISTANT AU SIEGE DU PCLSLIB A KEUR MASSAR	ETUDE SUR L'IDENTIFICATION DES POINTS BAS ET L'ELABORATION D'UN PLAN DE GESTION DES INONDATIONS DANS LA COMMUNE DE DAGANA	FOURNITURE DE PRODUITS PHYTOSANITAIRES
<b>Attributaires</b>	<b>ENTREPRISE DELTA FORCE SUARL</b>	<b>SENES</b>	<b>TOUBA SANTE</b>
<b>Montants en F CFA TTC</b>	<b>18 968 507</b>	<b>24 408 800</b>	<b>14 600 000</b>
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	✓	✓	✓
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	✓	✓	✓
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	✓	✓	✓
Violation des dispositions relatives à l'article 14 du NCMP portant sur la durée des marchés	✓		
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	✓	✓	
Non respect de l'article 44 du code des obligations de l'administration relatif à l'approbation de contrats déjà exécutés pour entériner la régularisation	✓	✓	
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP		✓	
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	✓	✓	✓
Non respect des taux indiqués par le CMP pour les avances sur prestations en violation de l'article 92 du NCMP	✓	✓	

<b>Description</b>	<b>DRP N° 16</b>	<b>DRP N° 17</b>
<b>Nature</b>	FOURNITURE DE TUYAUX DE REFOULEMENT DIAMETRE 300M A DAGANA	FOURNITURE DE PRODUITS PHYTOSANITAIRES
<b>Attributaires</b>	<b>ETS SERIGNE AWA BALLA</b>	<b>GENI</b>
<b>Montants en F CFA TTC</b>	<b>9 735 000</b>	<b>12 000 000</b>
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	✓	✓
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	✓	✓
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	✓	
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	✓	✓
Non respect de l'article 44 du code des obligations de l'administration relatif à l'approbation de contrats déjà exécutés pour entériner la régularisation	✓	✓
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP		✓
Violation de l'article 138-a NCMP sur le contrôle a priori des marchés fractionnés		✓

## **SECTION 2**

### **CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2009 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

## **2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.2.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes.

### **2.2.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- (a). d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- (b). de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- (c). de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (d). d'identifier les cas de non-conformités des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc.; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations au regard des dispositions du CMP ;
- (e). de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- (f). d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- (g). de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- (h). d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et

déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;

(i). d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, les recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(j). de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

### **2.2.3 Etendue des travaux à effectuer**

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2009, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

**a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon est composé comme suit :**

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés, ....
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.



## **AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE**

Nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique a porté sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants:

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- La conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- La qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- L'état de fonctionnement des ouvrages ;
- Les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- La cohérence des quantités ;
- La mise à jour des malfaçons ;
- Les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- Etc.

### **2.2.4 Rapports émis au terme de la mission**

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprendront également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport portera sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports seront élaborés conformément aux indications des termes de référence.

### **SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE**

### 3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

#### 3.1 PHASE 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;

- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique.
- .....

### **3.2 PHASE 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement du PCLSLIB pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir... Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés

relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

### **3.3 PHASE 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas de reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettra soit de tirer des conclusions soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci - après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

### 3.3.1 MODULE 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin existe-t- il réellement ?
- le besoin est – il bien quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ? ),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO),

### 3.3.2 MODULE 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés cotés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.



### 3.3.3 MODULE 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES (

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité ;
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale) ;
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

## **SECTION 4. RESULTATS DES TRAVAUX**

## **4. RESULTATS DES TRAVAUX**

### **4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

#### **4.1.1 COMMISSION DES MARCHES**

La Commission des Marchés du Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique qui est compétente pour le opérations de passation des marchés du PCSLIB a été instituée pour l'exercice 2009 par arrêté N° 01131 du 9 février 2009 conformément à l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Commission des Marchés.

La Commission des Marchés n'a pas élaboré de rapport annuel, cependant, le Coordonateur du PCSLIB a élaboré en date du 23 février 2010, un rapport succinct de présentation des marchés qui donne les statistiques des marchés exécutés en 2009.

#### **4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**

La Cellule de Passation des Marchés a été, en revanche, instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. Elle a été instituée par l'arrêté N° 06469 du 19 juin 2009 qui a abrogé et remplacé l'arrêté N° 00076 du 16 janvier 2009.

La Cellule de Passation des Marchés a produit ses rapports trimestriels comme stipulé dans le CMP. L'examen des dossiers de passation des marchés a permis de constater qu'ils sont dans l'ensemble bien tenus avec l'établissement des documents d'appel à la concurrence, des procès verbaux d'ouverture, des rapports d'évaluation des offres, des procès verbaux d'attribution, des lettres de notification de l'attribution dans les formes requises.

Il convient cependant de noter que la transmission des procès verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires et l'information des candidats non retenus au terme des procédures de sélection n'est pas systématique.

Par ailleurs, l'examen des dossiers de passation des marchés nous a permis d'identifier plusieurs simulacres de concurrence qui illustrent un risque inhérent élevé et un risque de contrôle interne tout aussi important. En outre, nous avons noté des cas pour lesquels les informations reportées dans les procès verbaux de réception ne sont pas conformes à la réalité du terrain laissant subsister une incertitude sur la fiabilité des remontées d'informations relatives à l'exécution des travaux (exemple des travaux de nettoyage du bassin de rétention de la zone de captage et des bassins de rétention de Wakhinane, Nimzatt et Nietty Mbar) .

### **4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS**

Les attestations de prise de connaissance de la **charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics n'ont pas été établies et signées en 2009** en violation de l'article 35 du décret 2005-575 du 22 juin 2005 portant approbation de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et à l'arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 alinéa 5 du Code des Marchés Publics fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics.

### **4.1.4 PLAN DE PASSATION DES MARCHES**

La Plan de Passation des Marchés a été confectionné dans les délais requis et transmis à la Cellule de Passation du Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique pour transmission à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

### **4.1.5 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES**

L'AGPM du Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique a été publié dans le Quotidien « Le Soleil » en février 2009. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels mais ne l'a pas fait dans la période voulue puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours. Si le PPM doit être transmis avant le 31 décembre de l'exercice précédent, l'AGPM doit en revanche être publié dans le courant du mois de janvier de l'exercice concerné.

### **4.1.6 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES AU PCLSLIB**

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés du PCLSLIB sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES AU PCLSLIB EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINITRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APLICATION DES ARTILES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP DAC sur	Seuil de contrôle DCMP Rapport d'évaluation sur	Seuil de contrôle DCMP Contrat sur	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	>=60	>=35
Fournitures et services	15	150	40	400	>=30	>=25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	>=35

**TABLEAU DE SYNTHESES DES SEUILS ET AUTORITES D'APPROBATION EN VERTU DE L'ARTICLE 29 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Les conditions d'approbation de ses marchés s'établissent comme suit :

<b>Seuils d'approbation</b>	<b>Autorité d'approbation</b>
montant du marché est inférieur à 50 000 000 F CFA	Directeur du PCLSLIB
montant du marché est supérieur ou égal à 50 000 000 F CFA et inférieur à 150 000 000 F CFA	Président du Conseil d'Administration
montant du marché est supérieur ou égal à 150 000 000 F CFA	Ministre de l'Economie et des Finances

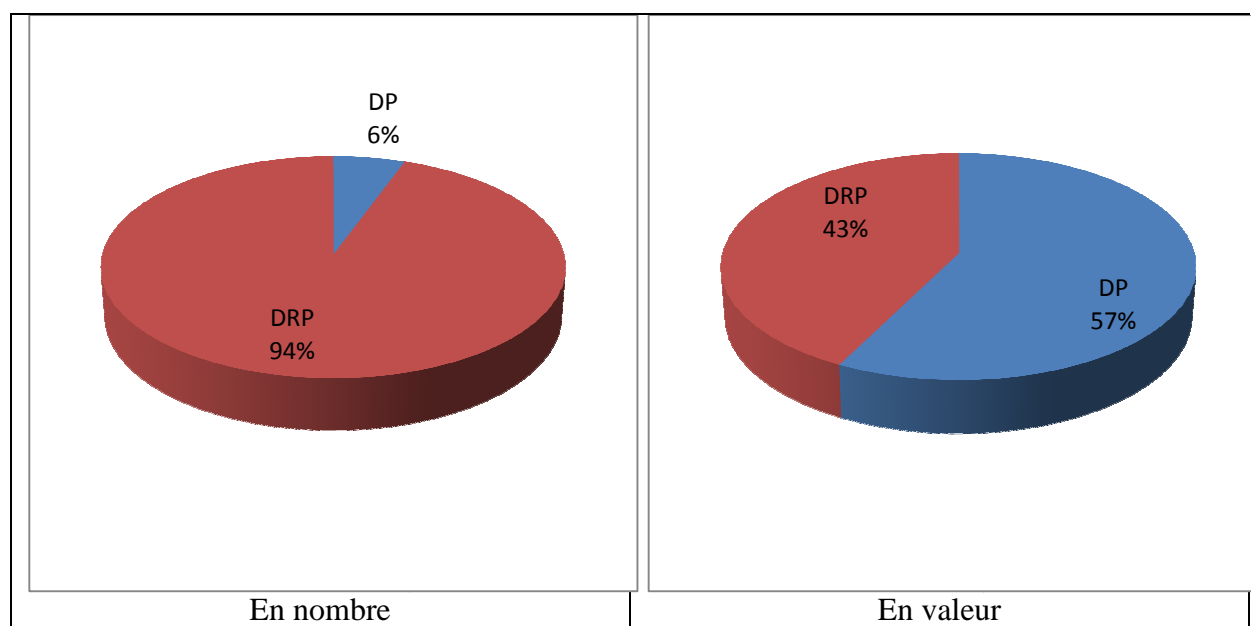
## **4.2 EXAMEN DES MARCHES**

### **4.2.1 PERIMETRE COUVERT**

**Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation**

<b>Modes de passation de marchés</b>	<b>Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2009</b>		<b>Typologie des marchés examinés lors de la présente revue</b>		<b>Taux de couverture</b>	
	<b>Nombre</b>	<b>Montant</b>	<b>Nombre</b>	<b>Montant</b>	<b>Nombre</b>	<b>Montant</b>
<b>Appel d'offres ouvert (AOO)</b>						
<b>Appel d'offres restreint (AOR)</b>						
<b>Demande de Proposition (DP)</b>	1	450 000 000	1	450 000 000	100%	100%
<b>Demande de Renseignements et de Prix (DRP)</b>	17	333 274 747	17	333 274 747	100%	100%
<b>Entente directe (ED)</b>						
<b>Avenant</b>						
<b>TOTAL</b>	<b>18</b>	<b>783 274 747</b>	<b>18</b>	<b>783 274 747</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

La répartition des marchés se présente comme suit :



**CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**

Nous avons examiné l'unique demande de proposition et les 17 DRP soit un taux de couverture de 100% en nombre et en valeur.

#### 4.2.2 MARCHES CONCLUS PAR DEMANDE DE PROPOSITIONS

<b>ELABORATION D'UN SYSTEME D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE APPLIQUE A LA CARTOGRAPHIE DES ZONES INONDEES ET INONDABLES DE LA REGION DE DAKAR (PIKINE &amp; GUEDEAWAYE)</b>	
<b>Description</b>	
Avis d'appel public à manifestation d'intérêt N° 003/2008	5 décembre 2008
Date de dépôt des manifestations d'intérêt	26 décembre 2008
Date ouverture des MI	26 décembre 2008
Date Rapport d'analyse des MI	26 décembre 2008
Date d'attribution provisoire	24 avril 2009
Date avis de non objection DCMP sur le rapport technique	24 avril 2009
Date de souscription	9 juillet 2009
Attributaire	Groupe G A I. SA et IGN FI
Montant du marché en F CFA TTC	450 000 000
<b>Non conformités</b>	<p>Les critères et sous – critères d'évaluation de la Demande de Manifestation d'Intérêt portant sur le Système d'Information Géographique appliqué à la cartographie de zones inondées et inondables de la région de Dakar ne sont pas précisés dans la DMI pas plus que le barème applicables ;</p> <p>Les lettres d'informations aux soumissionnaires non retenus ne figurent pas dans le dossier de passation de même que les justificatifs de transmission des procès verbaux d'ouverture aux soumissionnaires ;</p> <p>Les paiements effectués au profit de l'attributaire (Groupe G A I. s a et IGN FI) n'ont pas tous été fait conformément à l'échéancier de règlement (Avance de démarrage 20 %, 40 % après réception des prises de vue aériennes et des équipements SIG, 20 % après réception des livrables sur les zones traitées et 20 % après approbation du rapport final).</p>

<b>Recommandations</b>	<p>Les critères d'évaluation des manifestations d'intérêt doivent figurer aussi bien dans l'avis d'appel à manifestation d'intérêt que dans la Demande de Manifestation d'Intérêt. Aucun critère ou sous critère non annoncé ne doit être introduit au cours du processus d'évaluation.</p> <p>Les procès verbaux d'ouverture des plis doivent être transmis aux soumissionnaires de même que les candidats non retenus doivent être informés conformément à l'article 67 – 4 du CMP ;</p> <p>Les paiements doivent être effectués conformément au contrat et aux dispositions du CMP en la matière. L'avance forfaitaire doit être couverte par une garantie de restitution d'avance d'égal montant (article 91 du CMP) et les décomptes établis selon le rythme prévu et sur présentation de livrables jugés recevables.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Effectivement l'avance de démarrage devait être cautionnée, ce qui n'a pas été le cas, néanmoins, elle a été remboursée à hauteur de 69.300.0000 F CFA au 31 décembre 2009 par imputation sur les décomptes 1 et 2 (voir annexe 8).</p> <p>Les paiements rapprochés s'expliquent par la demande urgente des autorités de disposer d'une évaluation de l'impact des pluies intenses connues en fin Aout 2009. Il fallait dès lors effectuer des photographies aériennes à intégrer dans le système SIG embryonnaire de l'époque.</p> <p>Il a fallu commander des images satellite, l'ortho référencer et procéder aux analyses d'où l'obtention d'un comptage précis (voir tableau joint en annexe 9) du nombre de concessions impactées et d'une appréciation fine des superficies inondées.</p> <p>Ces opérations correspondent à des activités effectivement réalisées et matérialisées par des livrables justifient le paiement du décompte 01 en même temps de l'avance de démarrage (annexe 10).</p> <p>Les paiements qui ont suivi constituent des paiements partiels du décompte 02 et sont liés à la mobilisation au sol de l'avion pendant 10 jours alors qu'il était prévu pour 03 jours</p>



	<p>compte tenu des conditions météorologiques défavorables (voir annexe 11).</p> <p><b>En définitive, sur les deux procès verbaux de réception des travaux, il faut souligner que lesdits travaux ont été exécutés et réceptionnés même si le projet aurait pu faire des procès verbaux partiels avant la réception définitive. Cette situation est loin d'être une irrégularité pour un marché de travaux qui peut bien être soldé si la totalité des prestations prévues est entièrement exécutée avant les délais fixés. D'ailleurs dans certains cas, des primes sont prévues pour les entreprises ayant réalisé une telle performance au même titre que les pénalités de retard pour les titulaires défaillants. Bien évidemment, tel n'est pas le cas pour un marché de prestations intellectuelles ou certains postes sont rémunérés au temps réels.</b></p>
<b>Appréciation Consultant</b>	<p><b>du</b> Il demeure constant que l'avance de démarrage a été payée alors que le prestataire n'avait pas produit de garantie de restitution d'avance comme l'exige la réglementation et comme stipulé au contrat.</p> <p>Par ailleurs, l'urgence que vous invoquez pour justifier les paiements rapprochés ne saurait soustraire le projet aux dispositions du CMP. Il s'y ajoute que les livrables que vous mentionnez ont été transmis le 1er avril 2010 si on se réfère à l'annexe 10 de votre réponse alors que le paiement du décompte 1 est intervenu le 1<sup>er</sup> septembre 2009. Ainsi, même si ces activités ont été réalisées, elles ne l'ont pas été au moment où les paiements sont intervenus.</p> <p>Nous vous rappelons que les dateurs utilisés sur les demandes de paiements et les factures du Groupement illustrent des opérations de régularisation maladroites puisque les documents établis par le prestataire comportent un système de numérotation qui permet au lecteur attentif de connaître exactement la date d'émission desdits documents.</p>

#### 4.2.3 MARCHES CONCLUS PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

<b>DRP N° 01 TRAVAUX DE DESHERBAGE DE NETTOIEMENT ET DE TRANSPORT DES ORDURES A KEUR MASSAR DANS LE CADRE DU PLAN JAXAAY</b>	
Date de saisine des fournisseurs	10 février 2009
Date de dépôt des offres	20 février 2009
Délai de préparation des offres	10 jours
Fournisseurs consultés	AMAC SERVICE, DAM EQUIP, SOCIETE D'INVESTISSEMENT ET DE COMMERCE, SOFEXISS, CATS GIE
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	CATS GIE
Montant du marché en F CFA TTC	24 998 451
<b>Non conformités</b>	<p>Nous avons constaté qu'à l'exception de l'attributaire (CATS), tous les autres soumissionnaires (AMAC SERVICE, DAM EQUIP, SOCIETE D'INVESTISSEMENT ET DE COMMERCE, SOFEXISS) ont coté au-delà du seuil de 25 millions applicable aux DRP de travaux pour des sociétés parfaitement au fait des procédures de passation des marchés et a fortiori des seuils applicables aux DRP. Il s'agit manifestement d'une volonté délibérée des soumissionnaires en cause de s'auto – éliminer au profit de l'attributaire à qui le marché était selon toute vraisemblance destiné dès le départ. Le même dateur a été utilisé sur toutes les factures pro forma. Nous notons qu'il ne s'agit en réalité pas de travaux mais plutôt de services et qu'au regard du montant de l'attribution il aurait fallu passer un appel d'offres.</p> <p>Une avance forfaitaire de 40 % a été facturée et payée le 3 mars 2009 par chèque BHS N° 1160202 d'un montant de 8 474 054 F CFA HT sans que l'attributaire n'ait déposé de garantie de restitution d'avance (violation de l'article 91 du CMP) ; de surcroît, le taux de 40 % est nettement au dessus des 20 % admis par le CPM. Le solde a été facturé et payé le 5 mars 2009 par chèque BHS N° 1160203 d'un montant de 12 711 076 F CFA HT. Les attestations de précompte de la TVA ne figurent pas dans le dossier et nous n'avons aucune justification du reversement de la TVA précomptée.</p>

<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à une mise en œuvre rigoureuse et transparente de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller à mettre en œuvre les modes de passation appropriés au regard des seuils définis dans l'article 53 du CMP ;</p> <p>Le taux de l'avance forfaitaire doit être conforme au CMP et ce paiement doit être cautionné à 100% ;</p> <p>Les dossiers de passation doivent comprendre, entre autres, les documents de suivi financier. Les précomptes doivent faire l'objet de déclaration et de reversement.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p><b>Sur la DRP 01, j'ai eu à corriger plusieurs fois des soumissionnaires qui considéraient Jaxaay comme une structure bénéficiant de la personnalité juridique. C'est ce qui justifie certaines offres non retenues dépassant les seuils de passation des marchés. En outre le Projet Jaxaay est souvent considéré par certains soumissionnaires comme une structure bénéficiant de la personnalité juridique. C'est ce qui justifie certaines offre dépassant les seuils de passation des marchés mais non retenues. En effet, ces cas sont dus au fait que certains soumissionnaires ne maîtrisent pas les dispositions de l'article 53 du code qui définit les seuils de passation en fonction du statut juridique de l'autorité contractante. D'autres soumissionnaires ont tendance à considérer l'unité de gestion du Projet comme une entité dotée de la personnalité juridique et prendre en considération les seuils fixés à l'alinéa 2 dudit article qui établit à 50 000 000 le seuil de passation des marchés de travaux.</b></p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous précisons que le désherbage, le nettoyage et le transport des ordures ne constituent pas des travaux mais plutôt des services au sens de l'article 4 du CMP. Mais au-delà du mode de passation inapproprié au regard des seuils définis dans l'article 53 du CMP, nous constatons des signes de collusion qui font peser une incertitude sur la transparence de l'opération.</p> <p>En outre, l'avance de démarrage a été payée sur la base d'un taux non réglementaire et n'a pas non plus été cautionnée.</p> <p>Nous maintenons toutes les réserves et observations formulées dans notre projet de rapport sur cette opération de passation et d'exécution de marché.</p>

<b>DRP N° 2 : TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT EN FACE DE LA MAIRIE DE LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE MEDINA GOUNASS (TALLY BOUBEISS PROLONGE)</b>	
Date de saisine des fournisseurs	5 mars 2009
Date de dépôt des offres	11 mars 2009
Délai de préparation des offres	5 jours
Fournisseurs consultés	ETS LAMA, SENEGAL EQUIP, ECOBAT, ENI, BOURRESTTA SERVICES
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	ECOBAT
Montant du marché en F CFA TTC	12 744 000
<b>Non conformités</b>	<p>Les modalités de la constitution et de la mise à jour du fichier des fournisseurs à partir duquel les sociétés consultées sont sélectionnées ne sont pas précisées.</p> <p>La DRP n'exige pas des soumissionnaires la présentation des pièces administratives requises pour participer à la commande publique (Art 44 du CMP) pas plus qu'elle ne réclame la production de l'attestation de qualification et de classement prévu par le décret relatif à la qualification et la classification des entreprises, entrepreneurs et artisans de bâtiments et de travaux publics (Article 46 du CMP).</p> <p>La consistance des travaux n'est pas précisée dans la DRP qui se limite à inviter les soumissionnaires à se rapprocher du Responsable du Bureau Administratif et Financier pour participer à la consultation. Il en a résulté des disparités importantes dans les offres des soumissionnaires. Certains soumissionnaires ont coté une ligne abattage et dessouchage des herbes alors que d'autres ont coté à la place le nettoyage des accotements laissant présager que la même information n'a pas été fournie à tous les soumissionnaires. Par ailleurs, les volumes de remblais sont différents d'un soumissionnaire à l'autre. L'absence de cahier des charges précisant la nature et le volume des travaux est probablement à l'origine de ces écarts. Il s'agit d'une rupture du principe d'équilibre et d'équitable traitement des soumissionnaires. S'y ajoute qu'au sens du CMP, il ne s'agit pas de travaux mais plutôt de services.</p> <p>Les factures présentées par ECOBAT et SENEGAL EQUIP présentent des similitudes troublantes laissant présager une collusion.</p> <p>Des lettres d'information n'ont pas été adressées aux soumissionnaires non retenus.</p>

<b>Recommandations</b>	<p>Constituer un fichier fournisseurs à partir des réponses à l'AGPM, le mettre à jour régulièrement en exploitant les résultats des analyses des offres reçues dans le cadre des différents appels à la concurrence ou en évaluant les demandes d'agrément reçues au regard de critères à définir.</p> <p>Veiller au respect des dispositions des articles 43 à 45 du CMP ;</p> <p>Bien renseigner les dossiers d'appel à la concurrence;</p> <p>Assurer une information formalisée et équilibrée des candidats ;</p> <p>Veiller à la transparence de la sélection par une sélection objective des candidats potentiels.</p> <p>Assurer l'information des candidats non retenus conformément à l'article 67 – 4 du CMP.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p><b>Sur la DRP 02,</b> Les similitudes des rubriques peuvent être le fait de l'encadrement de ces entreprises par le projet conformément aux lettres de saisine.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Il ne s'agit pas pour l'autorité contractante d'encadrer les entreprises mais plutôt de leur donner, de manière formelle, les informations nécessaires à la préparation de leurs offres.</p> <p>Nous maintenons toutes les réserves et observations formulées dans notre projet de rapport.</p>

<b>DRP N° 03 TRAVAUX DE NETTOIEMENT ET DE DESENCOMBREMENT DES BASSINS DE BAGDAD ET DE MEDINA GOUNASS</b>	
Date de saisine des fournisseurs	3 juillet 2009
Date de dépôt des offres	10 juillet 2009
Délai de préparation des offres	7 jours
Fournisseurs consultés	GIE BAY SA WAR, GIE SERVICE PLUS, LA SENEGALAISE GENERALE DISTRIBUTION, TSMA et INTERNATIONAL EQUIPEMENT
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	GIE SERVICE PLUS
Montant du marché en F CFA TTC	18 585 000
<b>Non conformités</b>	<p>Les numéros des lettres de saisine sont tous surchargés au Blanco.</p> <p>Les devis présentés par le GIE BAY SA WAR, le GIE SERVICE PLUS, LA SENEGALAISE GENERALE DISTRIBUTION, TSMA et INTERNATIONAL EQUIPEMENT présentent de nombreuses similitudes qui font penser que c'est la même source qui les a préparées.</p> <p>Le mode de passation utilisé n'est pas approprié puisqu'il s'agit de services et non de travaux ; en conséquence, un appel d'offres aurait dû être organisé.</p> <p>L'attestation de précompte de la TVA n'est pas classée dans le dossier ; s'y ajoute le fait que l'attributaire n'a indiqué ni son numéro de Registre de Commerce, ni son NINEA et qu'en conséquence n'est pas autorisée à facturer la TVA. Se pose alors la question de savoir quelle est la destination de la TVA précomptée d'autant plus qu'aucune attestation de précompte ne figure dans le dossier qui nous a été soumis. Le PCLSLIB devra justifier le reversement de ces précomptes de TVA à l'Administration Fiscale.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Eviter les ratures et le surcharges sur les documents administratifs et comptables ;</p> <p>Veiller à la régularité et à la transparence des opérations de passation</p>

	<p>des marchés en évitant les manœuvres frauduleuses ;</p> <p>Les fournisseurs ne disposant pas de NINEA ne sont pas habilités à facturer la TVA ; il conviendra alors de produire l'attestation de précompte et de justifier la déclaration et le paiement de la TVA précomptée.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p><b>Sur la DRP 03,</b> Les similitudes des rubriques peuvent être le fait de l'encadrement de ces entreprises par le projet conformément aux lettres de saisine.</p> <p><b>L'avis d'immatriculation de l'entreprise GIE service plus est fourni ainsi que la déclaration et le reversement de la TVA précomptée.</b></p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Il ne s'agit pas pour l'autorité contractante d'encadrer les entreprises mais plutôt de leur donner, de manière formelle, les informations nécessaires à la préparation de leurs offres.</p> <p>Nous prenons acte des documents d'immatriculation transmis ; nous rappelons que ces informations doivent figurer sur tous les documents émis par les entreprises (factures, lettres...).</p> <p>Le paiement de l'acompte de TVA intervenu en janvier 2010 couvre une partie des sommes dues au titre de la période allant de décembre 2006 à avril 2009 et ne couvre par conséquent pas l'opération en cause. Nous maintenons que le Projet n'a pas produit de justificatif de déclaration et de reversement de la TVA précomptée.</p> <p>Nous maintenons également toutes les réserves et observations formulées dans notre projet de rapport relativement à la collusion.</p> <p>Par ailleurs, il convient de bien faire la distinction entre les services et les travaux de manière à choisir les modes de passation les plus appropriés au regard des montants des marchés.</p>

<b>DRP N° 04 TRAVAUX DE DESINFECTION, DE DESINSECTISATION, DE DESODORISATION ET DE SUIVI PHYTOSANITAIRE DU BASSIN DE LA ZONE DE CAPTAGE</b>	
Date de saisine des fournisseurs	28 juillet 2009
Date de dépôt des offres	4 août 2009
Délai de préparation des offres	8 jours
Fournisseurs consultés	COUMBA NDOFFENE NDIOR, DSPS, SET 2000, SERCO, GIE LA MINE D'OR
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	COUMBA NDOFFENE NDIOR
Montant du marché en F CFA TTC	24 780 000
<b>Non conformités</b>	<p>Le même dateur a été utilisé pour les cinq factures pro forma présentées par les soumissionnaires. Il y'a dans ces pro forma un faisceau d'indices laissant présager une collusion quand bien même les candidats se sont employés à créer des différences dans la présentation de leurs soumissions.</p> <p>Trois des cinq soumissionnaires ont présenté des offres financières dépassant le seuil des DRP. S'y ajoute qu'il ne s'agit pas de travaux mais de services et qu'à ce titre le mode de passation utilisé n'est pas approprié.</p> <p>Le contrat a été signé le 5 août 2009 et sa durée étant fixée à trois mois à compter de cette date. Il court par conséquent jusqu'au 5 novembre 2009. Trois factures respectives de 8 260 000 F CA TTC chacune ont été émises par le fournisseur les 5 août, 2 septembre et 30 septembre 2009. Elles ont été payées le 1<sup>er</sup> octobre 2009 par chèque BHS N° 1316832 d'un montant de 21 000 000 F CFA HT après établissement du procès verbal de réception des travaux en date du 30 septembre 2009. Ainsi une prestation de trois mois a été payée au fournisseur pour à peine deux mois calendaires de travail. Comment la Commission de Réception peut elle affirmer que « tous les travaux ont été exécutés conformément au contrat et selon les règles de l'art » ?</p> <p>Notons par ailleurs que l'attestation de précompte ne figure pas dans le dossier de passation et que nous n'avons pas non plus de justification du reversement des précomptes opérés sur les factures fournisseurs</p> <p>Un achat de produit phytosanitaire avait déjà été effectué pour la zone de captage. Ce marché dit de « travaux » semble se situer dans le</p>



	prolongement du premier marché de fourniture de produits phytosanitaires dont les modalités d'utilisation ne sont pas précisées.
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à régularité et à la transparence des opérations de passation des marchés ;</p> <p>Veiller au choix du mode de passation le plus approprié au regard des montants en cause ;</p> <p>Ne pas payer des prestations indues et obtenir le remboursement des sommes.</p> <p>Classer les documents d'exécution financière dans les dossiers de passation ;</p> <p>Justifier que le précompte a bien été déclaré et reversé</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p><b>Sur la DRP 04</b>, sur la demande de renseignement et prix attribuée avec des montants qui avoisinent les seuils de passation des marchés par appel d'offres, il faut souligner que le code des marchés a été respecté car les seuils fixés ne sont pas dépassés. Ensuite, l'on ne saurait parler de fractionnement car les deux DRP visées interviennent à des moments différents avec un objet distinct. En effet, suite à une alerte de l'entreprise ayant réalisé la zone de captage dans le cadre d'une mission de préparation pour transférer l'ouvrage à l'ONAS, le projet a l'initiative d'entreprendre les travaux jugés importants pour faire face aux pluies d'hivernage. Ces travaux décrits n'ont rien à voir avec les opérations de désinfection de la zone de captage conformément aux recommandations du service nationales d'hygiène. Sur cette opération de désinfection, actions impératives, <b>il y a eu trois opérations</b>. Au début du mois d'août, au début du mois de septembre et en fin septembre. Les travaux sont effectués sous la supervision de nos agents et il n'y a pas indu de la part de l'entreprise.</p> <p><i>Il n'y a aucune autre DRP concernant la zone de captage, les achats en question (DRP) sont effectués l'une au mois de février 2009 et l'autre au mois de septembre. Il s'agit d'achats urgents de produits mis à la disposition du service national d'hygiène dans le cadre des opérations de désinfection des eaux de pluies dans la banlieue de Dakar.</i></p> <p>L'attestation de précompte est fournie ainsi que la déclaration et le reversement de la TVA précomptée.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	Le mode de passation utilisé est inapproprié au regard de la nature des

	<p>prestations qui constituent des services et non des travaux.</p> <p>Les manœuvres collusives sont bien évidentes au regard des offres fournies par les candidats ;</p> <p>Par ailleurs, il demeure constant que des prestations censées durer trois mois ont été payées au bout d'à peine deux mois calendaires de travail sur la base d'un procès verbal de réception qui ne reflète à notre avis pas la réalité ; s'y ajoute qu'aucun procès verbal de réception partielle justifiant les trois interventions évoquées dans votre réponse n'a été établi.</p> <p>Concernant les achats de pesticides, l'important n'est pas qu'ils se soient étalés entre février et septembre 2009 ; c'est le montant cumulé des achats de pesticides qui doit être pris en compte pour déterminer le mode de passation à utiliser et la possibilité éventuelle de recourir à des marchés de commandes ou de clientèle.</p> <p>Concernant la TVA précomptée, nous rappelons que le paiement de l'acompte intervenu en janvier 2010 couvre une partie des sommes dues au titre de la période allant de décembre 2006 à avril 2009 et ne couvre par conséquent pas l'opération en cause. Nous maintenons par conséquent, que le Projet n'a pas produit de justificatif de déclaration et de reversement de la TVA précomptée.</p>
--	---

<b>DRP N° 05 TRAVAUX DE REALISATION DE FOSSES DRAINANTES, D'UN MINI BASSIN DE CAPTAGE DES EAUX DE RUISSELEMENT DE L'EXUTOIRE DU CANAL DU CICES</b>	
Date de saisine des fournisseurs	31 juillet 2009
Date de dépôt des offres	7 août 2009
Délai de préparation des offres	7 jours
Fournisseurs consultés	GIE SERVICE PLUS, NDINDY MULTI SERVICES, SAGECO, INTERNATIONAL EQUIPEMENT, ETOILE ALUMINIUM
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	GIE SERVICE PLUS
Montant du marché en F CFA TTC	21 543 850
<b>Non conformités</b>	<p>Les numéros des lettres de saisine sont tous surchargés au Blanco;</p> <p>Les factures pro forma produites par les cinq candidats (GIE SERVICE PLUS, NDINDY MULTI SERVICES, SAGECO, INTERNATIONAL EQUIPEMENT, ETOILE ALUMINIUM) sont présentées de la même manière. Plusieurs indices montrent que c'est la même source qui les aurait préparées, le même dateur a été utilisé. Il s'agit manifestement d'un simulacre de consultation.</p> <p>Le délai d'exécution n'est pas précisé dans le contrat daté du 10 août 2009, les modalités de règlement non plus. Le paiement de la facture du 24 août 2009 a été effectué le 25 Août par chèque BHS N° 128885 d'un montant de 18 257 500 F CFA Hors TVA après l'élaboration du procès verbal de réception du 24 août 2009. L'attestation de précompte de la TVA ne figure pas dans le dossier et nous n'avons aucune justification du reversement de la TVA précomptée que le fournisseur, non immatriculé aux taxes indirectes, n'est pas autorisé à facturer.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à la régularité et à la transparence des opérations de passation des marchés en évitant les manœuvres frauduleuses.</p> <p>Le fournisseur devra justifier qu'il est habilité à facturer la TVA en produisant son NINEA ; par ailleurs, le PCSLIB doit classer les attestations de précompte dans les dossiers de passation et justifier la déclaration et le reversement à l'administration fiscale.</p>

<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p><b>Sur la DRP 05,</b> Les similitudes des rubriques peuvent être le fait de l'encadrement de ces entreprises par le projet conformément aux lettres de saisine. L'avis d'immatriculation de l'entreprise GIE service plus est fourni ainsi que la déclaration et le reversement de la TVA précomptée.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Les manœuvres collusives évoquées dans notre rapport provisoire sont bien réelles.</p> <p>Nous prenons acte des documents d'immatriculation produits mais nous précisons que ces informations doivent figurer sur les factures et autres documents de l'entreprise.</p> <p>Concernant la TVA précomptée, nous rappelons que le paiement de l'acompte intervenu en janvier 2010 couvre une partie des sommes dues au titre de la période allant de décembre 2006 à avril 2009 et ne couvre par conséquent pas l'opération en cause. Nous maintenons par conséquent, que le Projet n'a pas produit de justificatif de déclaration et de reversement de la TVA précomptée.</p>

<b>DRP N° 06 TRAVAUX DE CURAGE CANIVAUX PHILIPPE MAGUILENE SENGHOR DISPOSITIF HYDRAULIQUE NGOR VIRAGE YOFF RANRHAR</b>	
Date de saisine des fournisseurs	20 Juillet 09
Date de dépôt des offres	07 Aout 09
Délai de préparation des offres	17 jours
Fournisseurs consultés	C.C.S, OZE SUARL, E.A.P.S, SENFIC SARL et E.G.B.C.V
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	COMPAGNIE DE COMMERCE ET DE SERVICES "CCS"
Montant du marché en F CFA TTC	20 061 770
<b>Non conformités</b>	<p>Le contrat est établi de manière sommaire. Il ne renseigne pas sur le délai d'exécution du marché et le point de départ des délais, sur les conditions de règlement, les pénalités de retard, les conditions de réception des travaux. L'article 4 du contrat stipule que le délai d'exécution est fixé à partir de la date de signature.</p> <p>L'article 6 dit que le projet se libérera des sommes dues par lui par chèque.</p> <p>Le contrat n'est pas soumis à la formalité de l'enregistrement.</p> <p><u>REGLEMENT</u></p> <p>Paiement effectué par un chèque barré N 128193 du 26/08/09 de 17 001 500 FCFA HT suivant facture définitive n 09-08-051 du 25 aout 09</p> <p>Attestation de précompte de la TVA N 86 du 26 aout 09 d'un montant de 3 060 270 F CFA.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Utiliser et adapter les modèles de contrat figurant dans les documents types pour éviter les erreurs ou les oublis dans la formulation des articles.</p> <p>Justifier la déclaration et le reversement du précompte.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<b>Sur la DRP 06</b> , l'attestation de précompte est fournie ainsi que la déclaration et le reversement de la TVA précomptée.
<b>Appréciation du Consultant</b>	Le paiement de l'acompte intervenu en janvier 2010 couvre une partie des sommes dues au titre de la période allant de décembre 2006 à avril 2009 et ne couvre par conséquent pas l'opération en cause. Nous maintenons par conséquent, que le Projet n'a pas produit de justificatif de déclaration et de reversement de la TVA précomptée.

<b>DRP N° 07 TRAVAUX DE TRANCHEE ET DE GESTION DES EAUX DE RUISSELLEMENT DE LA CITE JAXAAY</b>	
Date de saisine des fournisseurs	19 août 2009
Date de dépôt des offres	26 août 2009
Délai de préparation des offres	7 jours
Fournisseurs consultés	3S, IPS, SIMPEX SARL, PROCOM, AFRIC TRADING
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	3S SENEGAL SALUBRITE SELLAL
Montant du marché en F CFA TTC	22 266 600
<b>Non conformités</b>	<p>L'examen des offres des soumissionnaires a permis de constater que le numéro de NINEA de la société SIMPEX SARL est le même que celui de la société 3S SENEGAL SALUBRITE SELLAL (26488662 B 2). Au-delà de la fraude sur le numéro d'identification fiscale, nous avons constaté des similitudes troublantes sur la présentation des factures pro forma des cinq soumissionnaires (IPS INTERNATIONAL PUBLIC SERVICE, PROCOM, AFRIC TRADING, SIMPEX, 3S). Par ailleurs trois des candidats ont coté au-delà du seuil de 25 millions applicable aux DRP de travaux pour des sociétés au fait des procédures de passation des marchés et a fortiori des seuils applicables aux DRP. Il s'agit manifestement d'une volonté délibérée des soumissionnaires en cause de s'auto – éliminer au profit de l'attributaire.</p> <p>Une avance forfaitaire de 50 % a été facturée et payée le 27 août 2009 par chèque BHS N° 1281897 d'un montant de 9 435 000 F CFA HT sans que l'attributaire n'ait déposé de garantie de restitution d'avance (violation de l'article 91 du CMP); de surcroit, le taux de 50 % est nettement au dessus des 20 % admis par le CPM. Le solde a été payé par trois chèques BHS N° 1281943, n) 1316829 et 1407591 de montants respectifs 5 000 000 F CFA, 3 000 000 F CFA et 1 000 000 F CFA HT.</p> <p>Les attestations de précompte de la TVA ne figurent pas dans le dossier et nous n'avons aucune justification du reversement de la TVA précomptée.</p>

<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à la régularité et à la transparence des opérations de passation des marchés en évitant les manœuvres frauduleuses.</p> <p>Le taux de l'avance forfaitaire doit être conforme au CMP et ce paiement doit être cautionné à 100% ;</p> <p>Classer les documents d'exécution financière dans les dossiers de passation ;</p> <p>Justifier que le précompte a bien été déclaré et reversé</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p><b>Sur la DRP 07</b>, Les similitudes des rubriques peuvent être le fait de l'encadrement de ces entreprises par le PROJET conformément aux lettres de saisine. L'attestation de précompte est fournie ainsi que la déclaration et le reversement de la TVA précomptée. Une vigilance de la commission aurait pu empêcher certaines erreurs relatives aux ressemblances de NINEA.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Les manœuvres collusives évoquées dans notre rapport provisoire sont bien réelles comme l'atteste l'utilisation du même numéro de NINEA par deux entreprises</p> <p>Concernant la TVA précomptée, nous rappelons que le paiement de l'acompte intervenu en janvier 2010 couvre une partie des sommes dues au titre de la période allant de décembre 2006 à avril 2009 et ne couvre par conséquent pas l'opération en cause. Nous maintenons par conséquent, que le Projet n'a pas produit de justificatif de déclaration et de reversement de la TVA précomptée.</p> <p>Nous maintenons toutes les réserves et observations formulées dans notre rapport provisoire sur cette opération.</p>

<b>DRP N° 08 TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT PARTIEL DE LA BUSE D'EVACUATION DES EAUX DE RUISSELLEMENT DU PARC DE HANN</b>	
Date de saisine des fournisseurs	18 août 2009
Date de dépôt des offres	27 août 2009
Délai de préparation des offres	9 jours
Fournisseurs consultés	GEAUR, ECORE, SNTPE, SICS et SEBATCO
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	GEAUR
Montant du marché en F CFA TTC	24 135 909
<b>Non conformités</b>	<p>Les numéros des lettres de saisine sont tous surchargés au Blanco; par ailleurs, ces lettres de saisine ne donnent aucune indication sur la nature et la consistance des travaux. Elles invitent tout simplement les soumissionnaires à se rapprocher du Responsable du Bureau Administratif et Financier pour participer à la consultation. Il conviendrait de donner de manière formelle à tous les soumissionnaires la même information par souci d'équité et pour assurer l'égal traitement des candidats.</p> <p>Les devis présentés par GEAUR, ECORE, SNTPE et SEBATCO présentent de nombreuses similitudes qui font penser à une collusion. Par ailleurs, nous avons constaté qu'à l'exception de l'attributaire, tous les autres soumissionnaires ont coté au-delà du seuil de 25 millions applicable aux DRP de travaux pour des sociétés parfaitement au fait des procédures de passation des marchés et a fortiori des seuils applicables aux DRP. Il s'agit manifestement d'une volonté délibérée des soumissionnaires en cause de s'auto – éliminer au profit de l'attributaire.</p> <p>Le contrat en date du 28 août 2009 (Procès verbal d'ouverture du 27 août 2009, Avis d'attribution du 28 août 2009) n'est pas enregistré, ne fixe pas le délai d'exécution des travaux ; il se limite à indiquer que « le délai d'exécution est fixé à partir de la date de notification ». Il ne précise pas non plus les modalités de règlement.</p> <p>Une avance forfaitaire de 50 % a été facturée et payée le 28 août 2009 par chèque BHS N° 1281906 d'un montant de 10 227 080 F CFA HT sans que l'attributaire n'ait déposé de garantie de restitution d'avance (violation de l'article 91 du CMP); de surcroît, le taux de</p>



	<p>50% est nettement au dessus des 20 % admis par le CPM.</p> <p>Un surplus de 840 875 F CFA a été payé au fournisseur sur sa deuxième facture pour solde (paiement de 11 067 955 F CFA HT par chèque BHS N° 1362608 du 6 septembre 2009); il convient de se rapprocher du fournisseur pour obtenir le remboursement du trop perçu.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à la régularité et à la transparence des opérations de passation des marchés en évitant les manœuvres frauduleuses.</p> <p>Se conformer à l'article 44 du COA.</p> <p>Le taux de l'avance forfaitaire doit être conforme au CMP et ce paiement doit être cautionné à 100% ;</p> <p>Obtenir le remboursement du paiement indu.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Sur la DRP 08, il n y a pas de trop perçu (voir annexe 13 sur la situation de ce marché et l'attestation de précompte de la TVA).</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous prenons acte de l'imputation du précompte de 50% de la TVA sur le dernier décompte; il n'y a par conséquent pas de trop payé.</p> <p>Nous maintenons toutes les autres réserves et observations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

<b>DRP N° 09 TRAVAUX DE NETTOYAGE ET DE CURAGE DES ALENTOURS DE LA STATION DU BASSIN DE RETENTION DE LA ZONE DE CAPTAGE</b>	
Date de saisine des fournisseurs	20 aout 2009
Date de dépôt des offres	27 aout 2009
Délai de préparation des offres	6 jours
Fournisseurs consultés	Super Astre, GIE Général Services, E.G.N, Ampère, EGCC et GIE Serigne Mor Anta Sylla
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	SUPER ASTRE
Montant du marché en F CFA TTC	17 818 000
<b>Non conformités</b>	Les factures Pro Forma présentées par le GIE GENERAL SERVICES, EGN AMPERE, EGCC, SUPER ASTRE et le GIE SMAS sont préparées par la même source sur cinq papiers à en tête différents. Il s'agit de l'habillage d'une opération de fraude par l'organisation d'une consultation simulée.
<b>Recommandations</b>	Veiller à la régularité et à la transparence des opérations de passation des marchés en évitant les manœuvres frauduleuses.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<b>Sur la DRP 09</b> , les similitudes des rubriques peuvent être le fait de l'encadrement de ces entreprises par le Projet conformément aux lettres de saisine. L'attestation de précompte est fournie ainsi que la déclaration et le reversement de la TVA précomptée.
<b>Appréciation du Consultant</b>	La simulation et les manœuvres collusives sont bien réels.  Concernant la TVA précomptée, nous rappelons que le paiement de l'acompte intervenu en janvier 2010 couvre une partie des sommes dues au titre de la période allant de décembre 2006 à avril 2009 et ne couvre par conséquent pas l'opération en cause. Nous maintenons par conséquent, que le Projet n'a pas produit de justificatif de déclaration et de reversement de la TVA précomptée.

<b>DRP N° 10 TRAVAUX DE REALISATION DE TRANCHEE, DE TERRASSEMENT ET DE POMPAGE DES POINTS BAS A DAGANA</b>	
Date de saisine des fournisseurs	25 août 2009
Date de dépôt des offres	1 <sup>er</sup> septembre 2009
Délai de préparation des offres	6 jours
Fournisseurs consultés	PRO CONSTRUCTION, SUD CONSTRUCTION, ENTREPRISE DAROSA, TECKNIK SENEGAL et SECOMDIS
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	ENTREPRISE DAROSA
Montant du marché en F CFA TTC	18 174 360
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres de saisine datées du 25 août 2009 ont toutes été déchargées à la même date y compris par trois des soumissionnaires basés à Ziguinchor (PRO CONSTRUCTION, SUD CONSTRUCTION et ENTREPRISE DAROSA). Les cachets apposés par SUD CONSTRUCTION et PRO CONSTRUCTION sont identiques dans leur présentation.</p> <p>Les devis sont présentés de la même manière par les soumissionnaires laisse subsister un doute raisonnable sur la régularité de la consultation (TECKNIK SENEGAL et SECOMDIS complètent la liste des cinq soumissionnaires). Cette opération vise à maquiller un processus de fraude en lui donnant les atours d'une consultation en bonne et due forme.</p> <p>Le contrat, la facture globale et le règlement d'une avance de 50 % non cautionnée (7 701 000 F CFA HT) ont été effectués le 2 septembre 2009. Un second décompte de 5 000 000 F CFA HT a été payé le 11 septembre 2009 et le solde de 2 701 000 F CFA HT a été payé le 1<sup>er</sup> octobre 2009 après établissement du procès verbal de réception le 21 septembre 2009. Ainsi 82,46 % du coût des travaux ont été payés en l'espace de dix jours au fournisseur sans que les décomptes ne soient validés par un maître d'œuvre pouvant certifier que le niveau d'exécution physique des opérations est conforme au niveau de facturation.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à la régularité et à la transparence des opérations de passation des marchés en évitant les manœuvres frauduleuses.</p> <p>Le taux de l'avance forfaitaire doit être conforme au CMP et ce paiement doit être cautionné à 100% ;</p> <p>Les décomptes doivent être certifiés par un maître d'œuvre avant paiement.</p>

<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p><b>Sur la DRP 10,</b> Les similitudes des rubriques peuvent être le fait de l'encadrement de ces entreprises par le Projet conformément aux lettres de saisine. L'attestation de précompte est fournie ainsi que la déclaration et le reversement de la TVA précomptée. L'entreprise DAROZA est l'entreprise qui exécute les aménagements des berges du fleuve à Dagana. Etant déjà sur place, elle a été consultée au regard des urgences de l'époque.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>La simulation et les manœuvres collusives sont bien réels.</p> <p>Concernant la TVA précomptée, nous rappelons que le paiement de l'acompte intervenu en janvier 2010 couvre une partie des sommes dues au titre de la période allant de décembre 2006 à avril 2009 et ne couvre par conséquent pas l'opération en cause. Nous maintenons par conséquent, que le Projet n'a pas produit de justificatif de déclaration et de reversement de la TVA précomptée.</p>

<b>DRP N° 11 TRAVAUX DE NETTOIEMENT ET DE DESENCOMBREMENT DES BASSINS DE WAKHINANE NIMZATT, DE NIETTY MBAR ET GESTION DES SITES PENDANT 3 MOIS</b>	
Date de saisine des fournisseurs	10 septembre 2009
Date de dépôt des offres	17 septembre 2009
Délai de préparation des offres	7 jours
Fournisseurs consultés	CATS GIE, DAM EQUIP, AMAC SERVICE, SOCIETE D'INVESTISSEMENT ET DE COMMERCE et SDS
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	AMAC SERVICE
Montant du marché en F CFA TTC	24 190 000
<b>Non conformités</b>	<p>Les factures pro forma produites par CATS GIE, DAM EQUIP, AMAC SERVICE présentent des similitudes conduisant à des présomptions de collusion (les autres candidats sont la SOCIETE D'INVESTISSEMENT ET DE COMMERCE et SDS). Notons par ailleurs que ces mêmes fournisseurs étaient déjà consultés sur le marché relatif aux travaux de désherbage, de nettoyage et de transport des ordures à KEUR MASSAR dans le cadre du plan JAXAAY et que les mêmes manœuvres frauduleuses avaient été identifiées sur ladite consultation alors attribuée à CATS GIE. Sur la présente consultation, les candidats ont servi de faire valoir à AMAC SERVICE qui a été retenu.</p> <p>Le contrat a été signé le 21 septembre 2009 pour une durée de trois mois ; son terme est par conséquent le 21 décembre 2009. Le fournisseur a établi une facture pour la totalité du contrat le 13 octobre 2009 (date marquée avec le même dateur que celui utilisé sur les lettres de saisine). Cette facture a été payée le 13 octobre 2009 sur la base du Procès Verbal de réception établi le même jour qui atteste que « tous les travaux ont été exécutés conformément au contrat et selon les règles de l'art ». L'attestation de précompte ne figure pas dans le dossier et aucune justification du reversement du précompte n'a été produite. Le coût de trois mois de prestations a été payé pour moins d'un mois calendaire de travail.</p>
<b>Recommandations</b>	

	<p>Veiller à la régularité et à la transparence des opérations de passation des marchés en évitant les manœuvres frauduleuses.</p> <p>Ne consigner dans le procès verbal de réception que des informations exactes et vérifiées physiquement.</p> <p>Obtenir le remboursement du paiement indu ;</p> <p>Obtenir la justification de la déclaration et du reversement de la TVA précomptée.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p><b>Sur la DRP 11</b>, pour ce qui est de AMAC SERVICE dans le cadre des travaux de nettoyage et de désencombrement de bassins, il y a une erreur dans la gestion du dossier car les offres ne comportaient aucune obligation d'entretien pendant trois mois. <i>Cette situation est loin d'être une irrégularité pour un marché de travaux qui peut bien être soldé si la totalité des prestations prévues est entièrement exécutée avant les délais fixés. D'ailleurs dans certains cas, des primes sont prévues pour les entreprises ayant réalisé une telle performance au même titre que les pénalités de retard pour les titulaires défaillants. Bien évidemment, tel n'est pas le cas pour un marché de prestations intellectuelles ou certains postes sont rémunérés au temps réels.</i></p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>La simulation et les manœuvres collusives sont bien réels.</p> <p>Il demeure constant que des prestations devant durer trois mois ont été payées au bout de 22 jours calendaires de travail sur la base d'un procès verbal de réception attestant que les travaux ont été exécutés selon les règles de l'art.</p> <p>Concernant la TVA précomptée, nous rappelons que le paiement de l'acompte intervenu en janvier 2010 couvre une partie des sommes dues au titre de la période allant de décembre 2006 à avril 2009 et ne couvre par conséquent pas l'opération en cause. Nous maintenons par conséquent, que le Projet n'a pas produit de justificatif de déclaration et de reversement de la TVA précomptée.</p> <p>Nous maintenons toutes les réserves et observations formulées dans notre rapport provisoire sur cette opération.</p>

<b>DRP N° 12 TRAVAUX D'EVACUATION DES EAUX AU NIVEAU DE WAKHINANE NIMZATT ENTRE LE LAC WOUROUWAYE ET LE LAC THIOUROUR ENSUITE DU LAC WOUROUWAYE VERS LA MER</b>	
Date de saisine des fournisseurs	25 septembre 2009
Date de dépôt des offres	2 octobre 2009
Délai de préparation des offres	7 jours
Fournisseurs consultés	MADEMBA NDIAYE TRANSPORTEUR A CAMBERENE, ENTREPRISE GENERALE DE CONSTRUCTION ET D'ASSAINISSEMENT, BABACAR DIOP TRANSPORT ET TRAVAUX PUBLICS, UNIROUTE SENEGAL, SUPER ASTRE
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	BABACAR DIOP TRANSPORT ET TRAVAUX PUBLICS
Montant du marché en F CFA TTC	24 265 000
<b>Non conformités</b>	<p>La présentation des offres laisse entrevoir une collusion entre cinq candidats (la même faute d'orthographe a été identifiée sur le mot JAXAAY écrit JAXXAY dans toutes les factures Pro forma) ;</p> <p>Ces prestations constituant des services et non des travaux auraient dû donner lieu au lancement d'un appel d'offres en lieu et place d'une DRP ;</p> <p>Le contrôle de l'exécution financière a permis de noter plusieurs anomalies :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une avance forfaitaire de 10 000 000 F CFA a été octroyée au prestataire le 6 octobre 2009 un jour après la signature du contrat en violation des dispositions de l'article 91 du CMP. Au-delà du taux anormalement élevé de l'avance forfaitaire, le fournisseur n'a pas produit une garantie de restitution d'avance comme l'exige le CMP ;</li> <li>- un second décompte de 7 080 000 F CFA TTC en date du 21 octobre 2009 a été facturé et payé le même jour (6 000 000 F CFA HT) sans imputation d'une partie de l'avance sur le décompte. Le solde de 5 385 000 F CFA TTC a été facturé le 2 novembre 2009 (le procès verbal de réception est daté du 16 novembre 2009) et payé le 19 novembre 2009 (4 563 559 F CFA HT).</li> </ul>

<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à la régularité et à la transparence des opérations de passation des marchés en évitant les manœuvres frauduleuses.</p> <p>Le taux de l'avance forfaitaire doit être conforme au CMP et ce paiement doit être cautionné à 100% ;</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p><b>Sur la DRP 12,</b> Il s'agissait d'une opération très urgente dans le cadre du plan orsec que le projet a pris en charge pour soulager les populations qui étaient dans la rue pour manifester leur mécontentement <b>(Une correspondance illustrative vous a été remise).</b></p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>L'urgence ne justifie pas la collusion et les entorses au CMP en matière de règlement des prestations.</p>



**DRP N° 13 TRAVAUX DE REALISATION D'UN MUR DE CLOTURE ET DE  
REPRISE DE GROS ŒUVRE DE BATIMENTS EXISTANTS AU SIEGE DU  
PCLSLIB A KEUR MASSAR.**

Date de saisine des fournisseurs	10 novembre 2009
Date de dépôt des offres	17 novembre 2009
Délai de préparation des offres	7 jours
Fournisseurs consultés	GIE MASSOW MALICK, GIE SENEGAL SERVICES, GIE GESBAT, ENTREPRISE DELTA FORCE SUARL, ENTREPRISE TONTINE HARDIESSE
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	ENTREPRISE DELTA FORCE SUARL
Montant du marché en F CFA TTC	18 968 507

**Non conformités**

Les modalités de la constitution et de la mise à jour du fichier des fournisseurs à partir duquel les sociétés consultées sont sélectionnées ne sont pas précisées.

La DRP n'exige pas des soumissionnaires la présentation des pièces administratives requises pour participer à la commande publique (Art 44 du CMP) pas plus qu'elle ne réclame la production de l'attestation de qualification et de classement prévu par le décret relatif à la qualification et la classification des entreprises, entrepreneurs et artisans de bâtiments et de travaux publics (Article 46 du CMP).

Les numéros des lettres de saisine sont tous surchargés au Blanco.

La lettre de saisine ne donne aucune indication sur la nature et la consistance des travaux (pas de cahier des charges dans le dossier en violation des dispositions de l'article 12 du CMP). Elle invite tout simplement les soumissionnaires à se rapprocher du Responsable du Bureau Administratif et Financier pour participer à la consultation.

Les cachets d'accusé de réception du GIE MASSOW MALICK, du GIE SENEGAL SERVICES et du GIE GESBAT ont le même encreur violet et sont conçus par le même fabricant. La date de réception du 10 / 11/ 2009 a été écrite à la main par la même personne sur les cinq lettres de saisine. Les factures pro forma sont présentées de la même

	<p>manière. Il s'agit d'un faisceau d'indices laissant présager une simulation de concurrence.</p> <p>Le contrat en date du 18 novembre 2009 n'est pas enregistré. Les conditions de règlement ne sont pas précisées dans le contrat</p> <p>Aucune lettre d'information n'est adressée aux soumissionnaires non retenus.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Constituer un fichier fournisseurs à partir des réponses à l'AGPM, le mettre à jour régulièrement en exploitant les résultats des analyses des offres reçues dans le cadre des différents appels à la concurrence ou en évaluant les demandes d'agrément reçues au regard de critères à définir.</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 44 et 46 du CMP ;</p> <p>Eviter les ratures et surcharges sur les pièces comptables ;</p> <p>Donner de manière formelle à tous les soumissionnaires la même information par souci d'équité et pour assurer l'égal traitement des candidats</p> <p>Contrôler l'enregistrement du contrat avant tout paiement.</p> <p>Informar les soumissionnaires non retenus conformément à l'article 67 – 4 du CMP.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p><b>Sur la DRP 13,</b> Les similitudes des rubriques peuvent être le fait de l'encadrement de ces entreprises par le chef de projet conformément aux lettres de saisine. Une vigilance de la commission aurait pu déceler ces erreurs et les corriger.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous maintenons les réserves et observations formulées dans notre rapport provisoire</p>

<b>DRP N° 14 ETUDE SUR L'IDENTIFICATION DES POINTS BAS ET L'ELABORATION D'UN PLAN DE GESTION DES INONDATIONS DANS LA COMMUNE DE DAGANA</b>	
Date de saisine des fournisseurs	06/04/09
Date de dépôt des offres	16/04/09
Délai de préparation des offres	10 jours
Fournisseurs consultés	SENES, TECHNIA, EXMAN, LOGISTEC, JILANKA SARL
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	SENES
Montant du marché en F CFA TTC	24 408 800
<b>Non conformités</b>	<p>Les Termes de Référence de la mission sont très précis sur la définition des objectifs et du contenu de la mission. Nous constatons en revanche qu'aucun des candidats short listés n'a présenté de proposition technique précisant sa compréhension de la définition de la mission telle qu'elle résulte des termes de références, l'approche méthodologique qu'il souhaite mettre en œuvre, l'équipe d'intervention, le planning de réalisation de la mission... Ils se sont tous limités à produire une facture pro forma comme s'il s'agissait de fournir du matériel ou des équipements.</p> <p>Les critères d'évaluation des offres des candidats ne sont pas explicités dans la Demande de Propositions. C'est en cours d'évaluation que lesdits critères ont été choisis et leurs poids respectifs dans la détermination de la note finale définis en violation des dispositions de l'article 59 du NCMP exposant le PCLSLIB à un risque de recours en nullité de toute la procédure de passation des marchés</p> <p>Cinq entreprises ont été consultées et ont toutes déchargé sur les lettres :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- SENES Management &amp; Engineering Consultancy 24 408 300 F CFA TTC</li> <li>- TECHNIA (Techniques Industrielles Appliquées) 24 652 383 F CFA TTC</li> <li>- EXMAN (Executive Management) 24 722 121 F CFA TTC</li> <li>- LOGISTEC 24 826 728 F CFA TTC</li> <li>- JILANKA SARL 24 582 645 F CFA TTC</li> </ul> <p>Toutes les offres avoisinent le seuil de passation des marchés de 25 000 000 F.</p>

	<p>Toutes ces factures présentent des similitudes au niveau de la présentation des devis, seuls les montants et les délais varient.</p> <p>Les N° de RC de TECHNIA (SN DKR 2004-A-1821) et EXMAN (SN DKR 2004-A-1820) se suivent et les deux entités ont le même numéro de NINEA (014 4874 2C1).</p> <p>Sur l'offre de TECHNIA, il est mentionné que le dossier est suivi par Bécaye et c'est ce même Bécaye Guèye qui a déchargé le chèque BHS N° 1276826 du 17 avril 2009 d'un montant de 15 513 750 F CFA émis au profit de SENES. Les indices concordants d'une collusion sont réunis.</p> <p>Le contrat a été signé le 17 avril 2009; un premier décompte de 75% du montant des honoraires a été établi ce 17 avril 2009 et payé le même jour par chèque BHS N° 1281878 d'un montant de 15 513 750 F CFA Hors TVA. Il s'agit d'une avance forfaitaire anormalement élevée de surcroît non couverte par une garantie de restitution d'avance.</p> <p>Le solde a été facturé le 24 juin 2009 et payé le 25 août 2009. Aucune justification du reversement des précomptes de TVA n'a été produite par le PCLSLIB.</p> <p>Une attestation de service fait ou un certificat administratif n'a pas été établi pour attester de la conformité aux TDR du rapport produit par le consultant.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à la régularité et à la transparence des opérations de passation des marchés en évitant les manœuvres frauduleuses.</p> <p>Ne pas introduire des critères d'évaluation nouveaux en cours du processus d'analyse des offres</p> <p>Le taux de l'avance forfaitaire doit être conforme au CMP et ce paiement doit être cautionné à 100% ;</p> <p>Valider les rapports produits avant paiement du solde.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p><b>Sur la DRP 14,</b> Il s'agit d'une étude très pertinente et validée par le projet dans le cadre de la lutte contre les inondations.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nos réserves et observations ne portent pas sur la pertinence de l'étude mais plutôt sur le caractère frauduleux de la mise en œuvre de la procédure.</p>

<b>DRP N° 15 FOURNITURE DE PRODUITS PHYTOSANITAIRES</b>	
Date de saisine des fournisseurs	17/02/09
Date de dépôt des offres	27/02/09
Délai de préparation des offres	10 jours
Fournisseurs consultés	TOUBA SANTE, GENI, DSPS, SET 2000, SERCO
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	TOUBA SANTE
Montant du marché en F CFA TTC	14 600 000
<b>Non conformités</b>	<p>Le même dateur a été utilisé pour les cinq factures pro forma présentées par les soumissionnaires. Il y'a dans ce dossier un faisceau d'indices laissant présager une collusion.</p> <p>L'attributaire désigné n'est pas le moins disant. Contrairement aux quatre autres soumissionnaires qui ont fait des propositions de prix H TVA ou HT HD, l'entreprise GENI a fait une offre TTC de 14 752 000 F CFA soient 12 096 640 F H TVA. Elle serait alors moins disante que l'attributaire qui a coté les produits 14 600 000 F CFA HT HD. Le contrat en revanche mentionne que l'attribution a été faite TTC pour 14 600 000 F CFA ce qui est contraire au contenu de l'offre du soumissionnaire. Sous ce rapport, il convient de souligner que le procès verbal de dépouillement (appellation à adapter à la terminologie du nouveau code qui propose procès verbal d'ouverture et/ ou procès verbal d'attribution) indique que toutes les offres sont H TVA. Ceci n'est pas exact puisque deux offres ont été faites HT HD, deux offres présentées H TVA et une dernière offre présentée TTC. Il aurait fallu rendre les offres comparables avant de désigner l'attributaire.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à la régularité et à la transparence des opérations de passation des marchés en évitant les manœuvres frauduleuses ;</p> <p>Se conformer à l'article 70 du CMP ;</p>

<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p><b>Sur la DRP 15 et 17,</b> Il s'agit d'achats urgents de produits mis à la disposition du service national d'hygiène dans le cadre des opérations de désinfection des eaux de pluies dans la banlieue de Dakar. Sur la TVA, ces produits sont exonérés de la TVA (<b>voir annexe 14</b>).</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>L'urgence ne justifie pas les manœuvres collusives et autres entorses au CMP.</p> <p>Par ailleurs, nous avons noté que l'attributaire de ce marché à savoir TOUBA SANTE et COUMBA NDOFFENE NDIOR attributaire de la DRP N° 4 relative à la désinfection, à la désinsectisation.. de la Zone de Captage ont le même NINEA (22018462C1). Sur cette DRP N°4, nous retrouvons quasiment les mêmes entreprises consultées (DSPS, SET 2000, SERCO).</p>

<b>DRP N° 16 FOURNITURE DE TUYAUX DE REFOULEMENT DIAMETRE 300M A DAGANA</b>	
Date de saisine des fournisseurs	21 aout 09
Date de dépôt des offres	28 aout 09
Délai de préparation des offres	6 jours
Fournisseurs consultés	ETS SERIGNE AWA BALLA, SIMPLEX SARL, AFRIC TRADING, INTERNATIONAL PUBLIC SERVICE et PROCOM
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	ETS SERIGNE AWA BALLA
Montant du marché en F CFA TTC	9 735 000
<b>Non conformités</b>	<p>L'examen des factures produites par IPS, PROCOM et ETS SERIGNE AWA BALLA laisse entrevoir une collusion.</p> <p>Le contrat en son article 2 fait état de « travaux à effectuer conformément au devis descriptif quantitatif » alors qu'il ne s'agit pas de travaux mais de fourniture de 300 mètres de flexible de diamètre 150 et de 300 mètres de flexible de diamètre 110 et non de fourniture de tuyau de refoulement de diamètre 300 comme indiqué dans l'article 3 du même contrat. Ledit contrat ne fixe aucun délai de livraison et ne précise pas non plus les modalités de paiement. La mention « Livraison conforme » sur le bordereau de livraison a été écrite par l'ordinateur alors que cette mention est censée être écrite à la main par le réceptionnaire (Chef du Service Départemental de l'Urbanisme de Dagana) et datée.</p>
<b>Recommandations</b>	Veiller à la régularité et à la transparence des opérations de passation des marchés en évitant les manœuvres frauduleuses
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<b>Sur la DRP 16</b> , il s'agit d'opérations urgentes sollicitées par le préfet de Dagana dans le cadre des opérations de secours. D'ailleurs, le matériel en question réceptionné était mis à la disposition des sapeurs pompiers de Richard Toll.
<b>Appréciation du Consultant</b>	L'urgence ne justifie pas les manœuvres collusives et autres entorses au CMP.

<b>DRP N° 17 FOURNITURE DE PRODUITS PHYTOSANITAIRES</b>	
Date de saisine des fournisseurs	01 Septembre 09
Date de dépôt des offres	09 Septembre 09
Délai de préparation des offres	7 jours
Fournisseurs consultés	GENI, GIE JOOKO SERVICES, GIE LA MINE D'OR, UNITECH et DSPS
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	GENI
Montant du marché en F CFA TTC	12 000 000
<b>Non conformités</b>	<p>Les modalités de la constitution et de la mise à jour du fichier des fournisseurs à partir duquel les sociétés consultées sont sélectionnées ne sont pas précisées.</p> <p>La DRP n'exige pas des soumissionnaires la présentation des pièces administratives requises pour participer à la commande publique (Art 44 du CMP) pas plus qu'elle ne réclame la production de l'attestation de qualification et de classement prévu par le décret relatif à la qualification et la classification des entreprises, entrepreneurs et artisans de bâtiments et de travaux publics (Article 46 du CMP).</p> <p>Le même dateur a été utilisé pour les cinq factures pro forma présentées par les soumissionnaires. Il y'a dans ce dossier un faisceau d'indices laissant présager une collusion.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Sélectionner les candidats à partir du fichier fournisseur constitué comme indiqué ci – avant.</p> <p>Veiller à une correcte application des dispositions des articles 44 et 46 du CMP ;</p> <p>Veiller à la régularité et à la transparence des opérations de passation des marchés en évitant les manœuvres frauduleuses</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<b>Sur la DRP 15 et 17,</b> Il s'agit d'achats urgents de produits mis à la disposition du service national d'hygiène dans le cadre des opérations de désinfection des eaux de pluies dans la banlieue de Dakar. Sur la TVA, ces produits sont exonérés de la TVA ( <b>voir annexe 14</b> ).
<b>Appréciation du Consultant</b>	L'urgence ne justifie pas les manœuvres collusives et autres entorses au CMP.



**ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 15 février 2011

**A Monsieur le Coordonnateur  
du Projet de Construction des  
Logements Sociaux et de Luttés  
contre les Inondations et les  
Bidonvilles (PCLSLIB)**

**Objet :** Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2009

**Monsieur le Coordonnateur,**

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires au plus tard dans les dix jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, **Monsieur le Coordonnateur**, l'expression de notre parfaite considération.



**Ibra Guèye**  
Associé

**B. S. C.**  
Business System Consulting Group  
12, Rue du Docteur THEZE  
Tél: 821 41 72 - Fax: 822 95 03  
BP: 11616 - Dakar SENEGAL  
Email: bsc@arc.sn

## **ANNEXE 2. REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**



REPUBLIQUE DU SENEGAL  
Un Peuple – un But – une Foi

MINISTRE DE L'HABITAT, DE LA  
CONSTRUCTION ET DE L'HYDRAULIQUE

PROJET DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX  
ET DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS ET LES BIDONVILLES

000037

N°...../MHCH/PCLSLIB

Dakar, le

03 MAR. 2011

**Le Coordonnateur**

A Monsieur Bra GUEYE  
Directeur de BSC  
12 Rue Docteur Thèse

**Objet :** Observations sur le rapport provisoire  
du Projet Jaxaay pour l'année 2009

Monsieur le Directeur,

J'ai bien reçu le rapport provisoire portant sur la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés du projet de construction des logements sociaux et de lutte contre les inondations.

En réponse, je vous transmets les observations de l'ancien coordonnateur avec l'appui du projet.

Aussi, les dispositions sont déjà prises pour tenir compte des remarques en vue d'apporter les correctifs nécessaires.

Je vous prie de croire, **Monsieur le Directeur**, à l'assurance de ma considération distinguée



Abdoul Aziz DIOP



Dakar le 1<sup>er</sup> mars 2011

**A monsieur le Directeur de BSC**

**12 rue Docteur THESE**

**Objet : Observations sur le rapport provisoire de projet jaxaay 2009.**

J'ai bien reçu le rapport provisoire portant sur la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés du projet de construction des logements sociaux et de lutte contre les inondations.

L'examen dudit rapport appelle de ma part des observations générales sur les réserves et des remarques particulières sur les résultats des travaux.

**1. Sur les Réserves**

- a) Il faut souligner que le PCLSLIB est un projet qui intervient dans l'urgence conformément à l'article 2 de l'arrêté interministériel portant création et organisation du projet jaxaay qui exige l'identification des zones soumises à inondations pendant les pluies d'hivernage et leur traitement immédiat (**annexe 1**).

N'oublions pas qu'en cas de catastrophe naturelle nécessitant une intervention immédiate même le délai minimum de 20 jours pour la réception des offres est réduit à 3 jours.

Ces dispositions s'expliquent par la complexité de la gestion des inondations qui nécessitent des interventions urgentes et rapides.

***Les DRP ciblées sont prises dans ce contexte d'urgence qui dicte des opérations rapides pour soulager les populations touchées par les inondations.***

Toutes les erreurs mentionnées dans les factures ou devis se justifient par ces multiples interventions faites dans l'urgence.

**De manière précise, le Projet Jaxaay est souvent considéré par certains soumissionnaires comme une structure bénéficiant de la personnalité juridique. C'est ce qui justifie certaines offre dépassant les**

seuils de passation des marchés mais non retenues. En effet, ces cas sont dus au fait que soumissionnaires ne maîtrisent pas les dispositions de l'article 53 du code qui définit les seuils de passation en fonction du statut juridique de l'autorité contractante. D'autres soumissionnaires ont tendance à considérer l'unité de gestion du Projet comme une entité dotée de la personnalité juridique et prendre en considération les seuils fixés à l'alinéa 2 dudit article qui établit à 50 000 000 le seuil de passation des marchés de travaux.

- b) Sur les demandes de renseignement et prix attribués avec des montants qui avoisinent les seuils de passation des marchés par appel d'offres, il faut souligner que le code des marchés a été respecté car les seuils fixés ne sont pas dépassés. **Il faut signaler que le projet intervient dans l'urgence et il n'y pas de budget connu d'avance par les soumissionnaires.** Ensuite, l'on ne saurait parler de fractionnement car les deux DRP visées interviennent à des moments différents avec un objet distinct. En effet, suite à une alerte de l'entreprise ayant réalisé la zone de captage dans le cadre d'une mission de préparation pour transférer l'ouvrage à l'ONAS ( **annexe 2**), le projet a l'initiative d'entreprendre les travaux jugés importants pour faire face aux pluies d'hivernage.

Ces travaux décrits n'ont rien à voir avec les opérations de désinfection de la zone de captage conformément aux recommandations du service national d'hygiène. Sur cette opération de désinfection, actions impératives, il y a eu trois opérations : Au début du mois d'août, au début du mois de septembre et en fin septembre. Les travaux sont effectués sous la supervision de nos agents et il n'y a pas d'indu de la part de l'entreprise. **Il y a tout juste une erreur dans la formulation de l'article sur la durée (voir annexe 3).**

C'est le même problème qui est abordé avec AMAC SERVICE pour les travaux de nettoyage et de désencombrement de bassins où l'on note une erreur dans la gestion du dossier car les offres ne comportaient aucune obligation d'entretien pendant trois mois (**voir Annexe 4 sur les offres des entreprises**). **Il y a tout juste une erreur dans la formulation du contrat. Donc, il n'y pas d'indu.**

Au total, la récurrence des opérations de pompage découle de la récurrence des inondations qui appelle deux types de traitement : des travaux d'envergure d'éradication des causes et d'évacuation des eaux par un dispositif approprié ou bien des opérations ponctuelles pour rendre fréquentables les zones envahies. La deuxième option était



la seule solution à notre portée en attendant la mobilisation des moyens conséquents pour la mise en œuvre des solutions radicales et définitives. Nous sommes dans l'obligation d'y recourir aussi fréquemment que nécessaire pour soulager les populations exposées.

**c / IL n'existe pas de fractionnement à Jaxaay**, les deux opérations ciblées (DRP) sont effectuées l'une au mois de **février 2009** et l'autre au mois de **septembre 2010** suite à une saisine sans réponse du Ministre chargé de la Prévention (**voir annexe 5**). **Il s'agit d'achats urgents de produits mis à la disposition du service national d'hygiène dans le cadre des opérations de désinfection des eaux de pluies dans la banlieue de Dakar.**

**d / Sur la TVA**, je vous informe que le projet Jaxaay travaillait en étroite collaboration avec le service des impôts malgré les difficultés de trésorerie. D'ailleurs, il y a eu une réunion spéciale entre les deux structures pour arrêter le montant global dû et les modalités du règlement définitif de cette question. **C'est ainsi qu'un reversement partiel de 100.000.000 F CFA a été effectué en janvier 2010 sur les sommes précomptées(annexe 6).**

**Je vous transmets aussi l'avis de l'immatriculation du GIE services PLUS (annexe 7).**

**e /** La demande de renseignement et de prix étant une procédure simplifiée, la production des pièces administratives tout comme l'attestation de classification et de qualification des entreprises n'était généralement pas exigée compte tenu de l'absence de réunion régulière de la commission de classification et de qualification des entreprises. Désormais, le projet prendra les dispositions nécessaires pour exiger ces formalités.

**f /** Effectivement l'avance de démarrage devait être cautionnée, ce qui n'a pas été le cas, néanmoins, elle a été remboursée à hauteur de 69.300.000 F CFA au 31 décembre 2009 par imputation sur les décomptes 1 et 2 (**voir annexe 8**).

Les paiements rapprochés s'expliquent par la demande urgente des autorités de disposer d'une évaluation de l'impact des pluies intenses connues en fin Aout 2009. Il fallait dès lors effectuer des photographies aériennes à intégrer dans le système SIG embryonnaire de l'époque.

Il a fallu commander des images satellite, l'ortho référencer et procéder aux analyses d'où l'obtention d'un comptage précis (**voir**

**tableau joint en annexe 9)** du nombre de concessions impactées et d'une appréciation fine des superficies inondées.

Ces opérations correspondent à des activités effectivement réalisées et matérialisées par des livrables justifient le paiement du décompte 01 en même temps de l'avance de démarrage (**annexe 10**).

Les paiements qui ont suivi constituent des paiements partiels du décompte 02 et sont liés à la mobilisation au sol de l'avion pendant 10 jours alors qu'il était prévu pour 03 jours compte tenu des conditions météorologiques défavorables (**voir annexe 11**).

En définitive, sur les deux procès verbaux de réception des travaux, il faut souligner que lesdits travaux ont été exécutés et réceptionnés même si le projet aurait pu faire des procès verbaux partiels avant la réception définitive. Cette situation est loin d'être une irrégularité pour un marché de travaux qui peut bien être soldé si la totalité des prestations prévues est entièrement exécutée avant les délais fixés. D'ailleurs dans certains cas, des primes sont prévues pour les entreprises ayant réalisé une telle performance au même titre que les pénalités de retard pour les titulaires défaillants. Bien évidemment, tel n'est pas le cas pour un marché de prestations intellectuelles ou certains postes sont rémunérés au temps réels.

## **2 : Sur les résultats des travaux**

- **Sur le marché conclu par demande proposition**, un des soumissionnaires avait introduit le recours devant l'ARMP mais cette dernière a donné raison au projet Jaxaay (**voir annexe 12**).
- **Sur la DRP 01**, j'ai eu à corriger plusieurs fois des soumissionnaires qui considéraient Jaxaay comme une structure bénéficiant de la personnalité juridique. C'est ce qui justifie certaines offres non retenues dépassant les seuils de passation des marchés. **En outre le Projet Jaxaay est souvent considéré par certains soumissionnaires comme une structure bénéficiant de la personnalité juridique. C'est ce qui justifie certaines offre dépassant les seuils de passation des marchés mais non retenues.** En effet, ces cas sont dus au fait que soumissionnaires ne maîtrisent pas les dispositions de l'article 53 du code qui définit les seuils de passation en fonction du statut juridique de l'autorité contractante. D'autres soumissionnaires ont tendance à



considérer l'unité de gestion du Projet comme une entité dotée de la personnalité juridique et prendre en considération les seuils fixés à l'alinéa 2 dudit article qui établit à 50 000 000 le seuil de passation des marchés de travaux.

- **Sur la DRP 02**, Les similitudes des rubriques peuvent être le fait de l'encadrement de ces entreprises par le projet conformément aux lettres de saisine.
- **Sur la DRP 03**, Les similitudes des rubriques peuvent être le fait de l'encadrement de ces entreprises par le projet conformément aux lettres de saisine.

**L'avis d'immatriculation de l'entreprise GIE service plus est fourni ainsi que la déclaration et le reversement de la TVA précomptée.**

- **Sur la DRP 04**, sur la demande de renseignement et prix attribuée avec des montants qui avoisinent les seuils de passation des marchés par appel d'offres, il faut souligner que le code des marchés a été respecté car les seuils fixés ne sont pas dépassés. Ensuite, l'on ne saurait parler de fractionnement car les deux DRP visées interviennent à des moments différents avec un objet distinct. En effet, suite à une alerte de l'entreprise ayant réalisé la zone de captage dans le cadre d'une mission de préparation pour transférer l'ouvrage à l'ONAS, le projet a l'initiative d'entreprendre les travaux jugés importants pour faire face aux pluies d'hivernage. Ces travaux décrits n'ont rien à voir avec les opérations de désinfection de la zone de captage conformément aux recommandations du service nationales d'hygiène. Sur cette opération de désinfection, actions impératives, **il y a eu trois opérations** : Au début du mois d'août, au début du mois de septembre et en fin septembre. Les travaux sont effectués sous la supervision de nos agents et il n'y a pas indu de la part de l'entreprise.

***Il n'y a aucune autre DRP concernant la zone de captage, les achats en question (DRP) sont effectués l'une au mois de février 2009 et l'autre au mois de septembre. Il s'agit d'achats urgents de produits mis à la disposition du service national d'hygiène dans le cadre des opérations de désinfection des eaux de pluies dans la banlieue de Dakar.***

L'attestation de précompte est fournie ainsi que la déclaration et le reversement de la TVA précomptée.

- **Sur la DRP 05,** Les similitudes des rubriques peuvent être le fait de l'encadrement de ces entreprises par le projet conformément aux lettres de saisine. L'avis d'immatriculation de l'entreprise GIE service plus est fourni ainsi que la déclaration et le reversement de la TVA précomptée.

**Sur la DRP 06,** l'attestation de précompte est fournie ainsi que la déclaration et le reversement de la TVA précomptée.

- **Sur la DRP 07,** Les similitudes des rubriques peuvent être le fait de l'encadrement de ces entreprises par le PROJET conformément aux lettres de saisine. L'attestation de précompte est fournie ainsi que la déclaration et le reversement de la TVA précomptée. Une vigilance de la commission aurait pu empêcher certaines erreurs relatives aux ressemblances de NINEA.
- **Sur la DRP 08, il n y a pas de trop perçu (voir annexe 13 sur la situation de ce marché et l'attestation de précompte de la TVA).**
- **Sur la DRP 09,** Les similitudes des rubriques peuvent être le fait de l'encadrement de ces entreprises par le Projet conformément aux lettres de saisine. L'attestation de précompte est fournie ainsi que la déclaration et le reversement de la TVA précomptée.
- **Sur la DRP 10,** Les similitudes des rubriques peuvent être le fait de l'encadrement de ces entreprises par le Projet conformément aux lettres de saisine. L'attestation de précompte est fournie ainsi que la déclaration et le reversement de la TVA précomptée. L'entreprise DAROZA est l'entreprise qui exécute les aménagements des berges du fleuve à Dagana. Etant déjà sur place, elle a été consultée au regard des urgences de l'époque.
- **Sur la DRP 11,** pour ce qui est de AMAC SERVICE dans le cadre des travaux de nettoyage et de désencombrement de bassins, il y a une erreur dans la gestion du dossier car les offres ne comportaient aucune obligation d'entretien pendant trois mois. Cette situation est loin d'être une irrégularité pour un marché de travaux qui peut bien être soldé si la totalité des prestations prévues est entièrement exécutée avant les délais fixés. D'ailleurs dans certains cas, des primes sont prévues pour les entreprises ayant réalisé une telle performance au même titre que les



pénalités de retard pour les titulaires défaillants. Bien évidemment, tel n'est pas le cas pour un marché de prestations intellectuelles ou certains postes sont rémunérés au temps réels.

- **Sur la DRP 12**, Il s'agissait d'une opération très urgente dans le cadre du plan orsec que le projet a pris en charge pour soulager les populations qui étaient dans la rue pour manifester leur mécontentement (**Une correspondance illustrative vous a été remise**).
- **Sur la DRP 13**, Les similitudes des rubriques peuvent être le fait de l'encadrement de ces entreprises par le chef de projet conformément aux lettres de saisine. Une vigilance de la commission aurait pu déceler ces erreurs et les corriger.
- **Sur la DRP 14**, Il s'agit d'une étude très pertinente et validée par le projet dans le cadre de la lutte contre les inondations.
- **Sur la DRP 15 et 17**, Il s'agit d'achats urgents de produits mis à la disposition du service national d'hygiène dans le cadre des opérations de désinfection des eaux de pluies dans la banlieue de Dakar. Sur la TVA, ces produits sont exonérés de la TVA (**voir annexe 14**).
- **Sur la DRP 16**, il s'agit d'opérations urgentes sollicitées par le préfet de Dagana dans le cadre des opérations de secours. D'ailleurs, le matériel en question réceptionné était mis à la disposition des sapeurs pompiers de Richard Toll.

**Au regard de ces éléments de réponse apportés à ces procédures appliquées dans un contexte d'urgence, je vous prie de bien vouloir reconsidérer votre opinion sur la revue en question.**

Ibrahima Diallo, Ancien Coordonnateur

